



CONSEIL DÉPARTEMENTAL de la CORRÈZE RAPPORT D'ACTIVITÉ


CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

2022



CONSEIL DÉPARTEMENTAL de la CORRÈZE
RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022



SOMMAIRE

Le mot du président p. **5**

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET SON FONCTIONNEMENT

Fonctionnement et chiffres-clés p. **6-7**

L'organigramme p. **8-9**

COHÉSION TERRITORIALE p. **10-28**

COHÉSION SOCIALE p. **29-46**

RESSOURCES p. **47-62**

DIRECTIONS..... p. **63-68**

Glossaire..... p. **69**





Edito

Le mot du **président**

Une action de proximité au plus près des Corrèziennes et des Corrèziens pour favoriser le bien vivre ensemble

Le Département, ce sont 1 300 agents qui s'engagent chaque jour avec le souci constant de la proximité et de la qualité du service rendu aux Corrèziens.

Après 2 années fortement touchées par la crise sanitaire, le Département par ce rapport d'activité vient donc illustrer cet engagement et les actions menées par le Département, garant des solidarités en Corrèze, au cours de l'année 2022, premier exercice complet de la mandature 2021-2028.

Dans la continuité de la précédente mandature, nous avons poursuivi nos investissements pour offrir aux Corrèziens des routes plus sûres et mieux entretenues. Cet engagement s'est traduit par une enveloppe de 22 millions d'euros d'investissement pour l'entretien et la sécurisation des 4 700 km de routes départementales.

2022 a également vu la mise en service de la déviation de Malemort au mois de mars après plusieurs mois de travaux. S'inscrivant dans le cadre des grands projets routiers, ce nouvel axe a déjà démontré toute son utilité avec un trafic important de plus de 5 000 véhicules par jour.

Première préoccupation des Corrèziens, nous agissons également au quotidien pour renforcer l'offre de santé sur le territoire avec notamment le centre Corrèze Santé qui compte désormais 17 médecins et 7 sites de consultation.

L'année 2022 a aussi été marquée par le lancement de projets innovants.

Parmi ceux-là, le plan bien vivre au collège s'est matérialisé à travers le lancement de nombreux travaux de rénovation dans les établissements, comme à Allasac avec la restructuration de la demi-pension et la rénovation de l'internat pour un engagement de 2 millions d'euros.

En parallèle et toujours pour améliorer les conditions de vie et d'apprentissage des élèves, un plan de lutte contre le harcèlement et les cyber-violences a été lancé à la rentrée 2022 pour sensibiliser et prévenir les enfants mais aussi les parents et les professionnels autour de cette problématique.

Autre projet innovant, nous avons fait le choix d'élargir le dispositif de l'Académie des Métiers de l'Autonomie en Corrèze à l'ensemble du secteur sanitaire et sociale afin de répondre au fort besoin de recrutement dans ces domaines.

Plus largement, nous conduisons l'ensemble de nos actions au service du bien vivre ensemble selon une méthode simple et une base solide : placer l'écoute et la concertation au cœur de toutes nos décisions.

Une ligne de conduite que nous maintiendrons pour continuer de porter une action de proximité, solidaire et innovante au service des Corrèziens.

Pascal **COSTE**

Président du Conseil Départemental de la Corrèze

Le Conseil départemental : fonctionnement et chiffres-clés

Le président du Conseil départemental

- Impulse la politique du Département ;
- Prépare et exécute les délibérations du Conseil départemental ;
- Organise les travaux de l'Assemblée départementale et préside les débats de celle-ci ;
- Prépare le budget annuel de la Corrèze qu'il soumet aux élus et veille à sa bonne réalisation ;
- Assume la responsabilité des services départementaux et représente le Département.

9 Vice-présidents

- Christophe **ARFEUILLERE** - 1^{er} Vice-président
Développement territorial, proximité et évaluation des politiques publiques
- Sandrine **MAURIN** - 1^{ère} Vice-présidente
Solidarités sociales
- Christophe **PETIT** - Vice-président
Aides aux communes, vie associative et forêt
- Hélène **ROME** - Vice-présidente
Agriculture, numérique, transports/déplacements
- Francis **COMBY** - Vice-président
Finances, moyens généraux et santé
- Valérie **TAURISSON** - Vice-présidente
Éducation, collèges et patrimoine
- Jean-Marie **TAGUET** - Vice-président
Routes et bâtiments départementaux
- Patricia **BUISSON** - Vice-présidente
Transition écologique
- Franck **PEYRET** - Vice-président
Promotion du territoire et participation citoyenne

Chiffres clés

- 240 583** habitants
(population légale au 1^{er} janvier 2021)
- Superficie : **5 860** km²
- Densité : **41** habitants / km²
- Point culminant :
Mt Bessou (**977** m)
- **3** arrondissements
- **19** cantons
- **279** communes
- **4 700 km** de routes départementales



8 Conseillers départementaux délégués

Agnès **AUDEGUIL**, déléguée au Tourisme

Audrey **BARTOUT**, déléguée à l'Enfance

Ghislaine **DUBOST**, déléguée aux Ressources Humaines

Jean-Jacques **LAUGA**, délégué aux Sports et à la Jeunesse

Philippe **LESCURE**, délégué à la Culture

Marilou **PADILLA RATELADE**, déléguée aux personnes en situation de handicap, aux personnes âgées et aux Instances de Coordination de l'Autonomie

Rosine **ROBINET**, déléguée à l'Habitat

Gérard **SOLER**, délégué à l'Emploi et à l'Insertion

La Commission Permanente

Elle se tient entre 7 et 9 fois par an et délibère sur les affaires déléguées à son attention par le Conseil départemental.

Les 4 commissions

Elles se réunissent avant chaque séance plénière (une fois par trimestre) pour étudier les rapports relevant de leurs domaines qui seront présentés. Elles sont composées d'un Président(e) et de 14 membres.

Commission de la Cohésion Sociale

Présidente : Marilou **PADILLA-RATELADE**

Commission de la Cohésion Territoriale

Président : Éric **ZIOLO**

Commission des Finances, des Affaires
Générales et de la Transition Écologique

Présidente : Sophie **CHAMBON**

Commission de la Participation citoyenne

Président : Christian **BOUZON**

 Majorité

Le Conseil départemental *Organigramme*



Pascal Coste
Président
Canton du Midi Corrèzien



Christophe Arfeuillère
1^{er} Vice-président
Canton d'Ussel



Sandrine Maurin
1^{ère} Vice-présidente
Canton de
Brive-la-Gaillarde 3



Christophe Petit
Vice-président
Canton du
Plateau de Millevaches



Hélène Rome
Vice-présidente
Canton de
Seilhac-Monédières



Francis Comby
Vice-président
Canton d'Uzerche



Valérie Taurisson
Vice-présidente
Canton de
Brive-la-Gaillarde 1



Jean-Marie Taguet
Vice-président
Canton d'Egletons



Patricia Buisson
Vice-présidente
Canton d'Allasac



Franck Peyret
Vice-président
Canton de
Brive-la-Gaillarde 4



Agnès Audeguil
Conseillère déléguée
Canton d'Egletons



Audrey Bartout
Conseillère déléguée
Canton de
Brive-la-Gaillarde 4



Ghislaine Dubost
Conseillère déléguée
Canton du
Midi Corrèzien



Jean-Jacques Lauga
Conseiller délégué
Canton de
Seilhac-Monédières



Philippe Lescure
Conseiller délégué
Canton de
Brive-la-Gaillarde 1



Marilou Padilla-Ratelade
Conseillère déléguée
Canton d'Ussel

CONSEIL DÉPARTEMENTAL de la CORRÈZE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



Rosine Robinet
Conseillère déléguée
Canton d'Uzerche



Gérard Soler
Conseiller délégué
Canton de
Brive-la-Gaillarde 3



Julien Bounie
Canton de
Brive-la-Gaillarde 2



Sophie Chambon
Canton de Saint-
Pantaléon-de-Larche



Claude Chirac
Canton de
Brive-la-Gaillarde 2



Jaqueline Cornelissen
Canton du
Plateau de Millevaches



Laurent Darthou
Canton de Malemort



**Jean-Jacques
Delpech**
Canton de Saint-
Pantaléon-de-Larche



Didier Marsaleix
Canton d'Allasac



Frédérique Meunier
Canton de Malemort



Marie-Laure Vidal
Canton de
Haute-Dordogne



Eric Ziolo
Canton de
Haute-Dordogne

Minorité



Pascale Boissieras
Canton de
l'Yssandonnais



Emilie Boucheteil
Canton de Naves



Christian Bouzon
Canton de
l'Yssandonnais



Bernard Combes
Canton de Tulle



Sébastien Duchamp
Canton d'Argentat-
sur-Dordogne



**Jean-François
Labbat**
Canton de Naves



Anthony Monteil
Canton de
Sainte-Fortunade



Annick Taysse
Canton de Tulle



Sonia Troya
Canton d'Argentat-
sur-Dordogne



Stéphanie Vallée
Canton de
Sainte-Fortunade

COHÉSION TERRITORIALE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL de la CORRÈZE
RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022





AIDES AUX COMMUNES

La politique des aides aux communes est un levier très important pour l'investissement public en Corrèze, notamment grâce à la lisibilité financière apportée aux collectivités, à la souplesse et à la réactivité mises en œuvre. L'année 2022 a été celle de la forte augmentation des prix des travaux : le Département a contribué à sécuriser les investissements prévus grâce à des aides exceptionnelles dédiées aux surcoûts. En raison de cette hausse des prix impactant les investissements publics, la contractualisation départementale a été relancée afin de revoir les chiffrages des projets et initier de nouveaux contrats pour la période 2023/2025.

■ Les actions & faits marquants

En **2021/2022**, des aides mobilisables par les collectivités sur plusieurs thématiques :

- Les aides à l'investissement dans le cadre des Contrats,
- Les aides à la voirie dans le cadre d'une dotation annuelle,
- Les aides aux investissements structurants en faveur de l'eau potable, l'assainissement et des milieux aquatiques,
- Pour certaines communes fragiles, la Dotation annuelle de Solidarité Communale.

Sur **2021/2022** :

- 95 millions d'euros de travaux ont été soutenus,
- 20,5 millions d'aides départementales ont été décidées,
- dont 25 % pour la rénovation énergétique.

Chiffres clés

L'investissement public a été sécurisé en 2022 :

- **846** projets accompagnés,
- **14,3 millions** d'euros d'aides attribuées
- dont **10,5 millions** d'euros dans le cadre des Contrats
- **3 millions** pour la voirie
- **800 000 €** pour l'eau

“ **Les aides départementales soutiennent le dynamisme de l'investissement public** ”

CORRÈZE TOURISME

L'année 2022 marque la fin des contraintes sanitaires et la levée du pass sanitaire au 1^{er} août 2022. Avec 7 millions de nuitées, la fréquentation touristique progresse de 11 % par rapport à 2021 mais reste encore en retrait de 6,5 % par rapport à 2019. Les différents épisodes de canicule, en juin et août, ont impacté assez fortement certains sites de visites.

■ *Les actions & faits marquants*

- La Corrèze a su asseoir sa notoriété grâce à une forte présence sur les chaînes TV générant plus d'une centaine de retombées médias.
- L'étude Aday fait état d'une hausse de 28,5 % de l'équivalent publicitaire et d'un impact estimé à plus d'1,5 milliard de vues (lecteurs, téléspectateurs, auditeurs, internautes).
- Ceci est le résultat de multiples accueils de journalistes et différents contacts tout au long de l'année mais aussi d'une forte attractivité du territoire liée à une politique touristique efficace.
- Les nombreuses parutions et diffusions viennent ainsi renforcer la notoriété du département et soutenir la fréquentation touristique ainsi que les retombées économiques.
- Ce bilan est à partager étroitement avec tous les offices de tourisme et acteurs touristiques de terrain toujours très impliqués.

Chiffres clés

- + **11 %** de fréquentation
- **60** journalistes accueillis
- **2,4 millions** de vues pour la campagne "La Corrèze secrète"
- **40 000** avis déposés par les touristes venus en séjour
- **2 937 523 € CA** pour **26 000** réservations en ligne soit une évolution de
- + **41 %** par rapport à 2021





CORRÈZE TOURISME

Pour accompagner les professionnels, Corrèze tourisme a édité un catalogue dédié à ses offres de service :

- l'expertise "tout en 1" au sein de la même structure : maîtrise des outils digitaux, ingénierie des projets touristiques et connaissance fine de la fréquentation touristique,
- un interlocuteur unique dédié à nos prestataires, partenaires et élus,
- des services à la carte allant du conseil à un accompagnement plus complet, avec la mise en place d'outils personnalisés et un mix de services payants et gratuits.

■ Les actions & faits marquants

Les premières rencontres inspirantes du tourisme en Corrèze :

- 150 participants réunis le 15 novembre à Uzerche. Ces rencontres sont le fruit d'une collaboration de long terme entre le Département, Corrèze tourisme et les offices de tourisme.
- Ce rendez-vous a été l'occasion d'étudier les évolutions, les bonnes pratiques et les retours d'expériences.

- Un atelier a été dédié aux élus qui leur a permis d'obtenir de précieux conseils pour faire face aux évolutions.
- En 2022, Corrèze tourisme a également poursuivi son accompagnement auprès de porteurs de projets publics et privés, la prospection d'investisseurs et la qualification de l'offre.

Chiffres clés

- **100** actions de qualification (meublés, famille, qualité tourisme)
- **50** porteurs de projets publics et privés accompagnés
- **18** visites d'investisseurs,
- **4** projets d'implantation à l'étude

“ **1 000 exemplaires du catalogue de service pour les élus et les acteurs** ”



SERVICE INGÉNIERIE FINANCIÈRE

Le service ingénierie financière a pour mission d'identifier et de mobiliser l'ensemble des dispositifs de financements accessibles qui se sont multipliés et complexifiés ces dernières années (fonds européens, État, Région) afin d'optimiser les plans de financement des projets du Département. De même, tous les porteurs de projets des territoires sont susceptibles de bénéficier de l'ingénierie mise en œuvre par ce nouveau service en articulation avec les Chefs de projet développement. Les 3 volets d'actions prioritaires du service sont : Suivi des programmes européens / Gestion du FSE / Dispositif Coup de Pouce : financement participatif.

■ *Les actions & faits marquants*

Suivi des programmes Européens

2022 a été l'année du lancement de la nouvelle génération 2021-2027 des programmes européens et nationaux auxquels le Département est associé en qualité de partenaire, avec notamment :

- Le Programme Opérationnel (PO) régional FEDER - FSE+ et le Plan Stratégique Régional FEADER de la Nouvelle-Aquitaine.

- Le CPIER massif central (216 M€) et l'axe 7 FEDER - FSE+ (38,6 M€) dédié au Massif central dans le PO régional Auvergne Rhône Alpes (AURA).

Chiffres clés

Les enveloppes ouvertes sur 2021/2027 sont les suivantes :

- PO régional Nouvelle Aquit. FEDER-FSE : **845 millions €**
- Plan stratégique régional FEADER : **423 millions €**
- CPIER Massif Central : **216 millions €**
- Axe 7 FEDER - FSE AURA (Massif) : **38,6 millions €**



SERVICE INGÉNIERIE FINANCIÈRE - CELLULE FSE/FSE+

Le Département assure, en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion (OI) depuis 2018, par délégation des services de l'État, le déploiement du financement européen du Fonds Social Européen (FSE) sur le territoire corrézien afin de soutenir des actions d'insertion professionnelle et d'inclusion sociale.

Dans le cadre de la nouvelle programmation FSE+ 2021/2027, le Département se voit confier à nouveau ce rôle d'organisme intermédiaire afin de gérer la subvention FSE+.

■ Les actions & faits marquants

La programmation **FSE 2014-2020** qui se prolonge en **2022** :

- 6 opérations supplémentaires ont pu passer en comité de programmation avec la mobilisation de crédits par voie d'avenant.
- La mobilisation de crédits REACT-UE en réponse à la crise sanitaire à hauteur de 673 027,35 € pour financer 2 opérations à destination de publics vulnérables.
- Une atteinte des cibles au 31/12/2022.
(cf graphiques ci-dessous)

La nouvelle programmation **FSE+ 2021-2027** :

- Un montant d'enveloppe à hauteur de 5 348 269,72 € dont 3 743 789,00 € sur la période 2022/2024 (70%).
- Un périmètre d'intervention élargi avec 300 000,00 € de l'enveloppe consacrés à l'objectif L "lutte contre la pauvreté et l'exclusion".
- L'organisation d'une réunion de lancement de la programmation FSE+ pour les porteurs de projet le 13 septembre 2022.

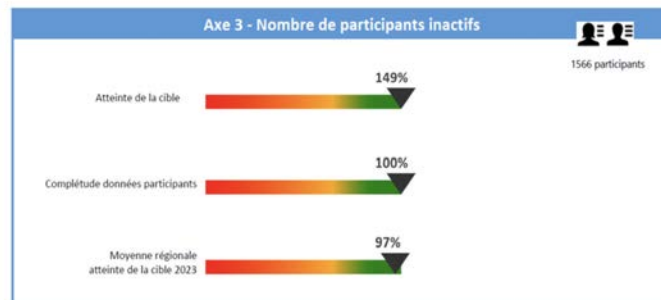
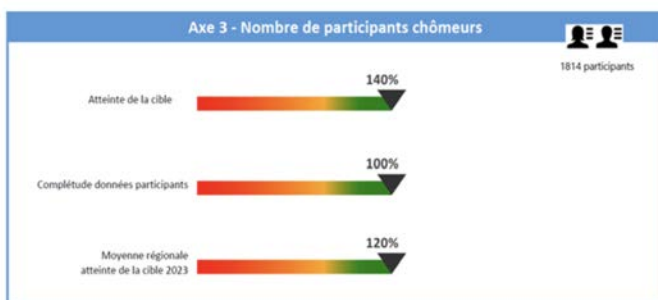
Chiffres clés

- FSE

Fin de la programmation 2014/2020 avec 37 opérations programmées et une mobilisation de **4 905 358 €** de crédits programmés

- FSE+

3 743 789 € de crédits à mobiliser sur 2022/2024



SERVICE INGÉNIERIE FINANCIÈRE - FINANCEMENT PARTICIPATIF

Le dispositif "Coup de Pouce Corrèze", expérimenté sur l'année 2015, est mis en œuvre de façon fonctionnelle depuis 2016. Il regroupe et promeut les campagnes corréziennes de financement participatif, tous domaines confondus, sur un même site pour donner une visibilité accrue du dynamisme des entrepreneurs à l'échelle de notre département. L'ambition est d'appuyer, de soutenir et d'accompagner l'esprit d'initiative, la création et le développement d'activités des acteurs du territoire, tout en favorisant la mobilisation de l'épargne de proximité.

■ **Les actions & faits marquants**

Les axes du dispositif :

- Accompagnement des porteurs de projets et entreprises.
- Sensibilisation des réseaux professionnels pour faciliter les repérages de projets.
- Organisation de webinaires dédiés à cette thématique via l'offre de Boost Projets.
- Veille réglementaire.
- Remontée de 353 projets sur www.coupdepouce.correze.fr mis en ligne depuis le début de l'opération.

Chiffres clés

Les chiffres clés de 2022 du dispositif Coup de Pouce Corrèze :

- **43** projets mis en ligne
- **38** collectes réussies soit un taux de réussite de 88 %
- **3,7 millions** € collectés sur les projets
- **3 392** contributeurs/ investisseurs





CELLULE PROMOTION DU TERRITOIRE (CORRÈZE ACCUEIL)

Au sein de la cellule promotion du territoire, "Corrèze Accueil" a pour mission :

- d'assurer un service sur-mesure pour accompagner les nouveaux arrivants dans chacune de leurs démarches d'installation en Corrèze,
- d'animer un réseau d'interlocuteurs privilégiés et une mobilisation de l'ensemble du territoire pour faciliter les démarches,
- d'organiser des événements de promotion pour faire connaître la Corrèze et attirer de nouveaux talents, pour répondre aux besoins des corréziens et des entreprises corréziennes.

■ Les actions & faits marquants

- Organisation de l'édition 2 des journées "Venez vivre en Corrèze" à la Maison de la Nouvelle-Aquitaine à Paris en novembre 2022.

Secteurs ciblés : métiers du BTP et de l'industrie.

136 inscriptions en ligne, 65 participants uniques, 17 partenaires présents (entreprises, agences de recrutement, partenaires emplois), déjà 4 installations confirmées en Corrèze.

- Développement de la stratégie d'attractivité médicale avec l'organisation de 2 événements dédiés :

Les meules bleues en mai 2022, découverte touristique de la Basse-Corrèze : 2 internes en médecine présentes.

Week-end "Tombez la blouse" en juillet 2022 en Haute Corrèze : découverte touristique et sportive + découverte des opportunités professionnelles corréziennes.

Participants : 3 internes en médecine, 1 médecin généraliste et 1 dentiste.

- Organisation du "Pot d'accueil des nouveaux arrivants" en août 2022 au château de Sédières.

Moment convivial pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux arrivants accompagnés par "Corrèze Accueil" afin de leur permettre de se rencontrer et de tisser des liens pour renforcer leur intégration, pour remercier les partenaires de leur soutien et de leur mobilisation, et pour faire découvrir un site départemental.

Chiffres clés

Données au 13/12/2022 :

- **382** projets suivis par Corrèze Accueil, dont **178** sont en cours de finalisation d'installation ou installés sur le territoire corrézien
- **22** entreprises corréziennes faisant appel régulièrement au dispositif Corrèze Accueil

- Renforcement de la communication auprès des entreprises corréziennes pour les soutenir dans leur campagne de recrutement "hors Corrèze".



Les meules bleues
Week-end "Tombez la blouse".

CELLULE PROMOTION DU TERRITOIRE (ORIGINE CORRÈZE)

La cellule promotion du territoire assure le développement de la marque "Origine Corrèze". Cette marque territoriale qui a pour objectif de promouvoir les productions locales, de valoriser le territoire et de conforter l'emploi.

C'est une démarche concertée et valorisante, associant les trois Chambres économiques et les Syndicats professionnels. Et c'est également un réseau d'acteurs engagés aux activités très diverses, soucieux d'unir leurs forces pour le développement économique du territoire, et pour permettre un suivi et un accompagnement durable.

■ Les actions & faits marquants

■ Un retour remarqué au Salon de l'Agriculture de Paris, après une année blanche : un stand de 13 x 6m avec un espace "Producteurs", une "Épicerie Gourmande" et une zone "Animations" avec les Confréries et le Producteur du jour. 9 jours de visibilité, 1 000 exposants, 3 670 journalistes et 502 757 entrées enregistrées.

■ Une première participation aux 4^{ème} Trophées des Entreprises de la Corrèze Centre France La Montagne CCI avec la création d'un nouveau Trophée : Origine Corrèze. 5 Catégories et le Coup de Cœur du Public. 12 nommés Origine Corrèze sur 18. 4 lauréats sur les 6 catégories. Et le Coup de Cœur du Public qui revient aussi à un représentant Origine Corrèze. Une formidable vitrine pour la Marque.

■ La Corrèze inscrite au plus grand rendez-vous sur la thématique du Made in

France. Le MIF Expo Paris, c'est 4 jours, plus de 100 000 visiteurs, 1 015 exposants et 500 journalistes.

Sur un pavillon territorial collectif de près de 200 m², 18 entreprises, artisans et créateurs corréziens ont pu vendre au grand public, rencontrer des acheteurs, tester leurs nouveautés et échanger avec des professionnels de leur secteur. Une délégation corrézienne jamais aussi importante.

■ Origine Corrèze à l'international ! Pour la première fois et dans le cadre de notre jumelage, la Corrèze a été associée au célèbre Marché de Noël de Nuremberg en Bavière. Quatre siècles d'existence et deux millions de visiteurs. Vingt pays représentés. Pendant un mois, 11 créateurs, artisans et producteurs se sont relayés sur un chalet pour promouvoir les produits et savoir-faire corréziens.

Chiffres clés

Données au 27/12/2022 :

- Un réseau de **252** entreprises, producteurs et artisans

- Près de **900** références produits et activités

- **13** Comités d'Agrément

- **10** familles de produits et catégories d'activités :

alimentation, boisson, bien-être/cosmétique, loisirs/édition, objets utilitaires/hygiène, artisanat/décoration, accessoires/mode, ameublement, bricolage/jardinage

- **29** points de vente en Corrèze





INFRASTRUCTURES

SERVICE BÂTIMENTS

La mission principale du service bâtiments est de gérer l'exploitation, l'entretien, la maintenance et les conditions d'utilisation des bâtiments. Il assure la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement, tous domaines confondus. Son activité (études, demandes d'intervention, réception des ouvrages ou des prestations, gestion des procédures de consultation des contrats et marchés) demeure au service des utilisateurs et des usagers des bâtiments départementaux. Il effectue le suivi des 103 sites comprenant 24 collèges d'une surface totale de 250 000 m².

■ Les actions & faits marquants

Pour les collèges :

- La restructuration de la 1/2 pension et la rénovation de l'internat d'ALLASSAC (Internat d'excellence).
- L'achèvement du remplacement des menuiseries extérieures sur BRIVE (Rollinat et Jean Moulin), ainsi que LARCHE.
- La participation à la restructuration de la Cité d'Arsonval à BRIVE.
- Les missions "énergétiques" avec l'achèvement des audits qui permettront de dégager des actions de sobriété.
- L'investissement dans les équipements de cuisines sur :
 - Bassin de Brive 49 K €
 - Bassin de la Vézère 10 K €
 - Bassin Vallée Dordogne.. 25 K €
 - Haute Corrèze 15 K €

Pour les autres bâtiments départementaux :

- L'achèvement de la rénovation audio-visuelle de la salle Charles Ceyrac à MARBOT.
- La restructuration du Centre d'entretien routier de NEUVIC.
- La mise aux normes sécurité incendie des Archives Départementales.
- L'ensemble des opérations concernant l'Espace 1000 Sources à BUGEAT (centre de préparation pour les JO 2024) : traitement des façades, restructuration de la piste d'athlétisme, réfection des plateaux sportifs.
- La rénovation des salles de bain et locaux communs, accessibilité des personnes à mobilité réduite, terrasses des chalets de Chamonix.

Chiffres clés

Plan "Corrèze bien vivre au collège"

- Collège Allassac : **1 475 K €**
- Collège Argentat : **114 K €**

Modernisation

- Bât administratifs : **351 K €**
- Bât techniques : **472 K €**
- Collège Seilhac : **143 K €**
- Collège Meyssac : **81 K €**
- Centres vacances : **207 K €**

Sécurisation

- Archives Dép. : **159 K €**
- Collège Lubersac : **110 K €**

Amélioration énergétique

- Collège Allassac : **600 K €**
- Collège Rollinat : **422 K €**
- Collège J. Moulin : **380 K €**
- Collège de Larche : **140 K €**
- Collège d'Ussel : **104 K €**
- Collège Clémenceau Tulle : **53 K €**

INFRASTRUCTURES

ROUTES

La mission principale de la direction des routes est de faciliter l'utilisation quotidienne des 4 700 km du réseau routier départemental. Pour cela, elle assure les aménagements nécessaires qui permettent d'améliorer la sécurité des usagers et d'entretenir les infrastructures dans le but de prolonger leur conservation. La direction des routes offre un service qui mobilise en permanence les moyens nécessaires pour favoriser tant la mobilité que l'activité socio-économique du département. Elle est composée de 5 services, 9 secteurs territoriaux avec 26 centres d'entretien répartis sur tout le département.

■ Les actions & faits marquants

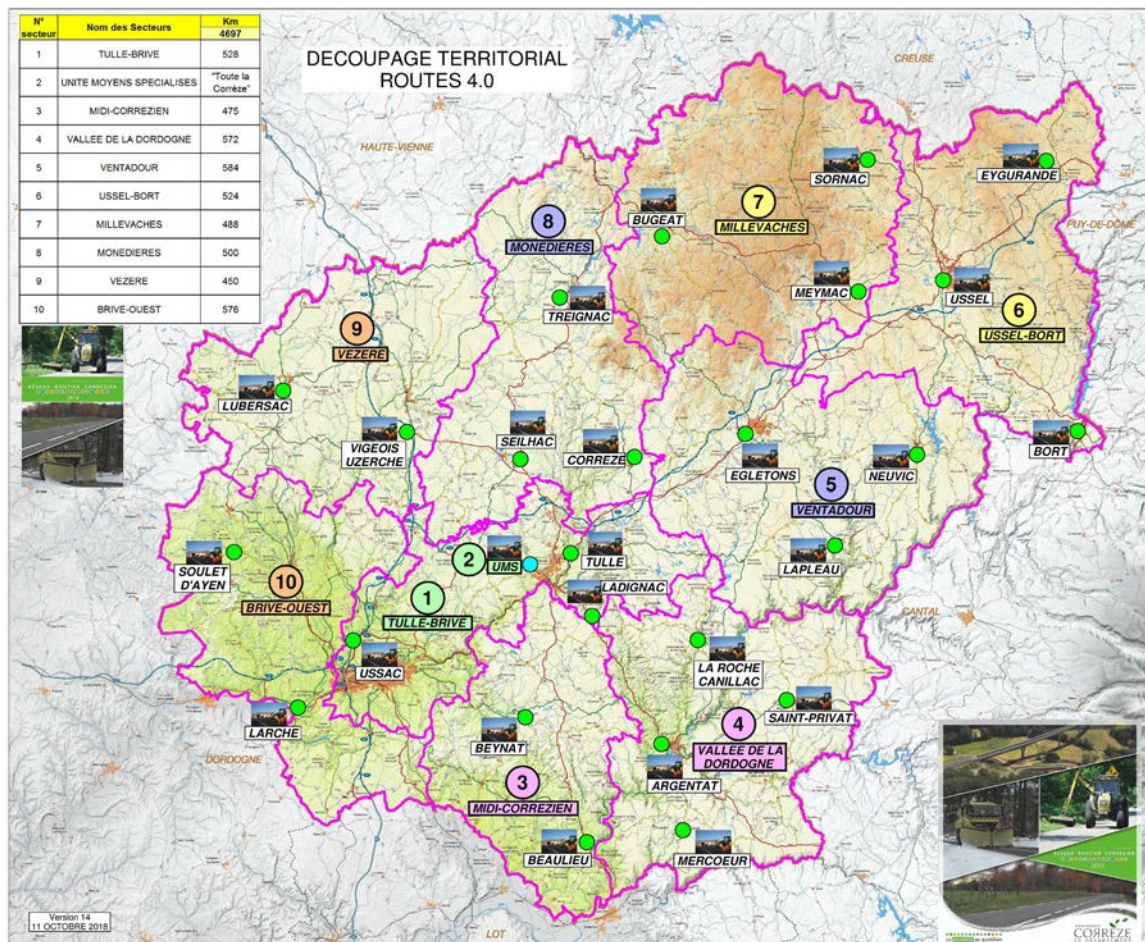
- Fin des travaux de la déviation de Malemort et poursuite des opérations structurantes "Routes 2030" (contournements de Lubersac, Meymac, Varetz, Noailles).
- Suivi du retour à la Vitesse Maximale Autorisée (VMA) à 90 km/h et du plan d'accompagnement de la mesure, avec mise en place de 13 actions tendant à améliorer la sécurité routière sur les RD corréziennes.
- Maintien de l'investissement des routes à 22 millions d'euros, pour assurer la modernisation des infrastructures, garantir l'entretien du patrimoine et conduire la poursuite des grands dossiers.
- Finalisation des études et lancement des travaux pour la restauration et la réhabilitation du viaduc des Rochers Noirs à Soursac en octobre 2022.
- Formation aux techniques routières d'exploitation de l'ensemble des nouveaux arrivants.
- Expérimentation d'une nouvelle technique, à base de lait de chaux, pour le traitement du ressuage des routes, lors de fortes chaleurs.

Chiffres clés

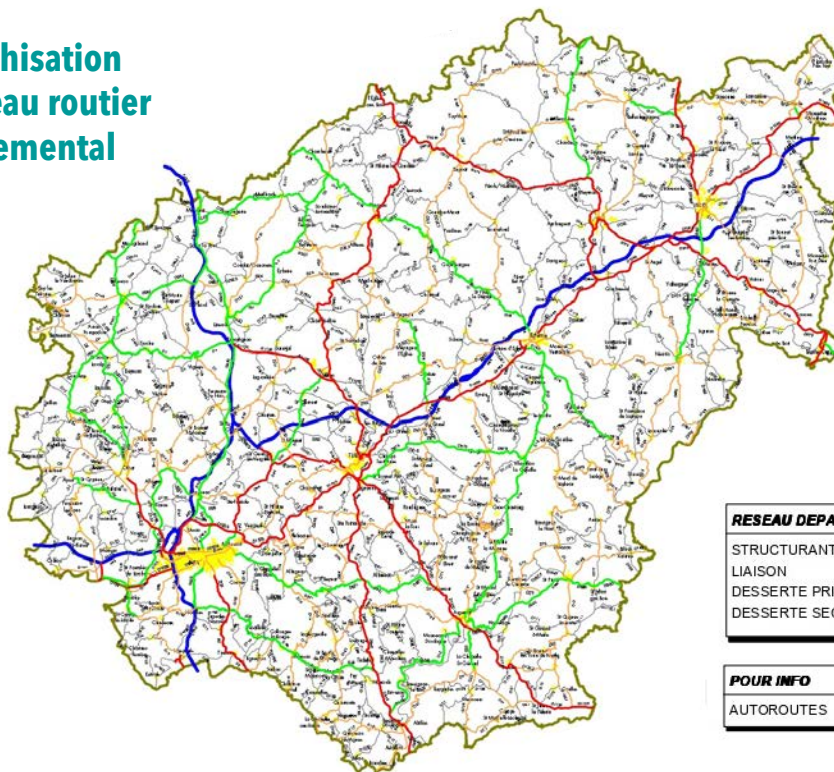
- **22,7 millions €** en investissement
- **183 km** de chaussées rénovées
- **28** ouvrages d'art refaits à neuf ou réhabilités
- **15** aménagements de bourg
- **3 521** actes règlementaires
- **1 314** sollicitations et signalements traités
- **68** dégâts au domaine public pour **132 400 €**
- **20** dossiers d'exploitation sous chantier
- **430** certificats d'urbanisme
- **75** transports exceptionnels
- **303** agents



INFRASTRUCTURES



Hierarchisation du réseau routier départemental



INFRASTRUCTURES

GRANDS PROJETS ROUTIERS - DÉVIATION DE MALEMORT

Le Plan Routes 2025 relatif aux grands projets routiers du Département, intégrait en particulier le projet de la déviation de Malemort. Les travaux ont démarré le 17 août 2020 et la mise en service de la nouvelle infrastructure a eu lieu le 17 mars 2022.

Les trafics mesurés au cours de l'année 2022, en constante augmentation, font état d'un nouvel itinéraire très emprunté, avec un trafic moyen journalier de l'ordre de 5 200 véhicules par jour, dont 400 poids lourds, soit un ratio significatif de 7,7 % du trafic global, confirmant un évitement des rues traversantes de Malemort pour assurer la desserte des zones d'activités.

■ Les actions & faits marquants

Des ouvrages et des travaux importants sur 1,9 km :

- 5 ouvrages d'art dont un viaduc de 140 m sur la Corrèze et un ouvrage au-dessus de la voie ferrée.
- 120 000 m³ de déblais dont 84 % réutilisés sur site, et 165 000 m³ de remblais.
- 895 tonnes de métaux.
- 7 750 tonnes de béton.
- 7 200 tonnes d'enrobés.

Un projet soucieux de l'environnement :

- Mesures de protection de l'environnement tout au long du chantier avec l'appui d'un écologue.
- Aménagements pour la création de nouveaux habitats écologiques.
- Plantation de 7 800 arbres et arbustes.
- Suivi écologique annuel pendant 3 ans puis tous les 5 ans sur 30 ans

Chiffres clés

- 45 entreprises et bureaux d'études sur 19 mois
- Coût global de **16,7 millions € HT** dont travaux **14,4 millions €**
- Bilan écologique 2022 après travaux : **70 espèces recensés** dont **57 espèces protégées**

“ Un bilan écologique préservé ”





INFRASTRUCTURES

RESSUAGE DES CHAUSSÉES - LAIT DE CHAUX

La direction des routes du Département a expérimenté durant l'été 2022, une nouvelle technique pour le traitement du ressuage des chaussées. Avec les fortes chaleurs, il arrive que le bitume fonde ; ce fait s'appelle le phénomène de ressuage. Pour répondre à cette situation saisonnière, la direction des routes du Département a expérimenté une technique de traitement à base de lait de chaux.

■ *Les actions & faits marquants*

- Le traitement courant de ce phénomène est la réalisation d'un "cloutage", c'est-à-dire un ajout de gravillons en excès sur le bitume fondant. Cette technique a toutefois deux inconvénients : la réduction de l'adhérence de la chaussée et le risque de projection provoqués par les gravillons. Face à ce constat, le Département a fait le choix d'expérimenter un traitement au "lait de chaux". Il s'agit d'un mélange d'eau et de chaux répandu sur la chaussée qui crée une pellicule blanche sur la chaussée.
- Cette pellicule permet de résoudre le phénomène de ressuage en limitant la montée en température. Elle empêche le contact entre le bitume et les roues, tout en conservant la sécurité des conditions routières sur la chaussée traitée.
- Cette technique permet d'anticiper les interventions afin d'agir en amont du phénomène de ressuage et dure plusieurs semaines jusqu'à l'apparition de pluies importantes.

Chiffres clés

- **255 km** de route traités
- **21 200 litres** de lait de chaux utilisés
- **17 jours** de traitement
- **313 €/km**
(contre **818 €/km** technique cloutage)

“ **Sécurité des routes** ”



INFRASTRUCTURES

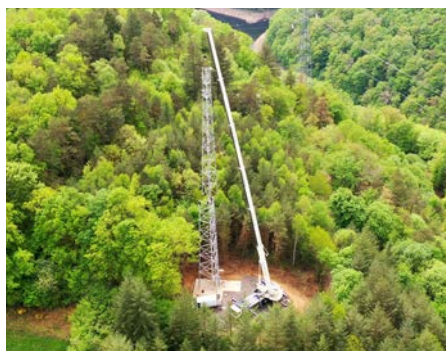
CELLULE TRÈS HAUT DÉBIT

La cellule Très Haut Débit est en charge du suivi technique du programme 100 % fibre et des programmes zones blanches de téléphonie mobile. Elle assure et coordonne les opérations des travaux d'infrastructure de communications électroniques. Dans ce cadre, elle apporte un appui technique et administratif aux collectivités. La Cellule THD reste l'interlocuteur privilégié des élus et des corréziens pour répondre à toutes les questions ayant un rapport avec les infrastructures numériques. Cette cellule est composée de 4 collaborateurs.

■ Les actions & faits marquants

Programme 100 % Fibre sur l'année 2022 :

- Le programme de construction du réseau fibre est terminé avec un investissement de 150 M€ dont 8,4 M€ à la charge du Département.
- 33 000 abonnés pour 102 000 prises construites sont commercialisées, soit 1/3 des prises commercialisées.
- Le démarrage des opérations d'extinction du cuivre pour 10 communes de la Corrèze.
A noter : fin du cuivre programmée à l'horizon 2030.



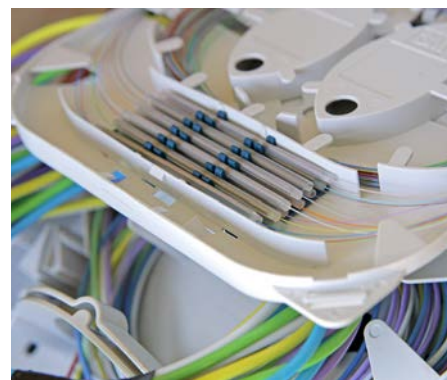
Programmes zones blanches sur l'année 2022 :

- 18 sites de pylones de téléphonie mobile mis en service dans le cadre du "New Deal".



Chiffres clés

- **102 000** prises éligibles à la fibre
- **175** raccordements par semaine
- **700** nouveaux abonnés chaque mois
- **29** communes retenues pour bénéficier d'un pylône téléphonie mobile
- **18** nouveaux pylones installés





TRANSITION ÉCOLOGIQUE ÉNERGETIQUE

SERVICE HABITAT

Le service habitat est chargé de la mise en œuvre de la politique départementale de l'habitat. A ce titre, il assure les missions liées :

- au Guichet Habitat : dispositif d'aides au bâti (parc privé et parc public),
- au Plan d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées : interventions sociales en faveur du logement et de l'hébergement dans le cadre du Fonds Solidarité Logement et du Fonds Commun Logement, dont le Département assure la gestion,
- à l'urbanisme : instruction des actes d'urbanisme et conseils aux porteurs de projet adhérents.

■ Les actions & faits marquants

- Pour le parc privé, 1 571 701 € ont été accordés aux corréziens sur la période, majoritairement des aides à l'accession à la propriété (282 dossiers instruits). Elles sont suivies par les aides à la rénovation énergétique d'un logement (102 dossiers instruits) et par les aides au maintien à domicile (74 dossiers).
- 204 logements du parc social public ont été subventionnés à hauteur de 595 000 €.
- 2 850 foyers corréziens se sont inscrits au dispositif "Corrèze Rénovation Énergétique" et 510 ont bénéficié d'un audit énergétique gratuit. Parmi eux, 61 foyers se sont engagés dans un projet de rénovation globale de leur logement et 164 ont signé des devis de rénovation thermique partielle.
- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées arrivant à son terme, une évaluation a été réalisée. L'écriture du prochain Plan 2023/2027 est l'étape suivante.
- Une réflexion sur l'évolution du règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement a été engagée afin de l'adapter au plus près des besoins et réalités de terrain.
- Le règlement du Fonds Commun Logement a évolué à deux reprises courant 2022 afin de l'adapter aux besoins des plus modestes.
- En 2022, la cellule d'urbanisme a instruit 831 demandes dont 402 déclarations préalables de travaux et permis, 95 certificats d'urbanisme opérationnels et 334 certificats informatifs. Malgré l'infléchissement observé, le volume de dossiers traités est en augmentation constante depuis 2017, date de création de la cellule.

Chiffres clés

- Guichet : **3 500** appels téléphoniques
878 demandes traitées
2 166 701 € engagés au total sur le parc privé et le parc public
- FSL : **2050** prestations accordées à hauteur de **868 326 €**
- FCL : **53** dossiers financés à hauteur de **138 983 €**
- Urbanisme : **831** actes d'urbanisme instruits
31 documents de planification suivis
86 porteurs de projets conseillés

TRANSITION ÉNERGETIQUE ÉCOLOGIQUE

SERVICE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Pour 2022, les principaux axes de la politique départementale de la transition écologique portent ainsi sur : la valorisation des énergies renouvelables et des mobilités durables, la gestion équilibrée des ressources en eau et des milieux aquatiques, la préservation de la biodiversité et des espaces naturels, l'adaptation de l'agriculture et de la promotion d'une alimentation de qualité, la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'accompagnement de l'économie vers la transition écologique.

■ Les actions & faits marquants

■ Ressource en eau

Lancement d'une étude prospective de la ressource en eau à l'échelle départementale aux horizons 2030, 2050 et 2070, dans le contexte du changement climatique. Cette descente d'échelle a pour objectif d'apprécier les impacts du changement climatiques sur notre territoire et d'adapter une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau. L'outil de modélisation expérimental dédié permet d'établir des bilans hydriques intégrant les variations saisonnières des ressources et des prélèvements de l'eau à l'échelle de sous bassins.

■ Mobilité Electrique

A l'instar de la convention de partenariat signée en 2021 avec la Fédération Départementale d'Electrification, le Département a également signé une convention de partenariat avec le Syndicat de la Diège en 2022 pour accompagner financièrement

l'installation de bornes IRVE. Ce partenariat avec la Fédération Départementale d'Electrification et le Syndicat de la Diège s'est également traduit en 2022 par l'élaboration d'un Schéma Directeur de Développement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques. Ce schéma, mutualisé à l'échelle départementale et porté conjointement par les deux Autorité Organisatrice Distribution Energie, fait l'état des lieux de l'existant mais prend également en compte l'évaluation des besoins afin de définir une stratégie de déploiement à court terme et moyen terme.

■ Alimentation et circuits courts

L'acquisition d'un logiciel de gestion des approvisionnements des collèges en denrées alimentaires pour 40 000 € va permettre d'améliorer l'achat local et la gestion de la restauration dans les collèges.

■ Agriculture

Continuité du dispositif d'accompagnement à la diversification et à l'adaptation au changement climatique sur les exploitations agricoles.

■ Label Villes et Villages Fleuris

Le nombre de communes corréziennes bénéficiant du label est en constante progression. Elles sont désormais 41 à être impliquées dont 26 communes labellisées de une à trois fleurs.

Chiffres clés

Soutien aux associations pour l'environnement :

- **23** dossiers subventionnés **80 850 €** d'aides

Soutien aux organismes agricoles :

- **32** dossiers subventionnés **246 245 €** d'aides



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ÉNERGETIQUE

SERVICE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La Réserve Départementale de Biodiversité est le premier Espace Naturel Sensible (ENS) créé en Corrèze en 2020. Dans un territoire remarquable traversé par la rivière Dordogne et labélisé par l'UNESCO " Réserve Mondiale de Biosphère", le Département mène une action d'envergure de reconquête de la nature et de la biodiversité. Depuis 3 années, elle est un attrait touristique et s'affirme comme un lieu d'éducation incontournable en Corrèze. Plusieurs médias locaux ou nationaux ont communiqué sur cet espace naturel : " Des racines et des ailes " diffusé sur France 3 et " Le temps d'un détour " sur France 3 Nouvelle Aquitaine.

■ Les actions & faits marquants

L'accueil du public :

- Actions d'éducation à l'environnement E3D (établissements scolaires en démarche de développement durable en partenariat avec l'Inspection Académique) : tous les élèves de 6^{ème} des collèges d'Argentat ont bénéficié d'animations sur le thème de la Biodiversité soit, 10 animations dans le cadre de ce module qui avaient comme fil conducteur la rivière Dordogne (Réserve Départementale de Biodiversité, Site Natura 2000 et Station d'épuration d'Argentat-sur- Dordogne) : 100 collégiens.
- Formation : Education à la biodiversité, Lycée agricole de Neuvic, Lycée horticole d'Objat, 6 demi-journées 180 étudiants.
- Écoles / Collèges Corrèziens : Nombreuses animations, 200 enfants.
- Animations « Grand public » : 12 animations (7 CD 19 - 6 LPO) 200 personnes.

Les suivis scientifiques :

- Finalisation du Plan de Gestion de la réserve par la LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux).
- Remise de l'étude menée sur les étangs - Fédération Départementale de la Pêche.
- Inventaire des Espèces Exotiques Envahissantes (faune / flore) et répartition spatiale de ces plantes à la Réserve.
- Inventaire des espèces d'abeilles sauvages (CPIE).

Communication :

- Rédaction d'un livret pédagogique sur les Espèces Exotiques Envahissantes de la Réserve.



Chiffres clés

- **40** Ha dédiés à la biodiversité
- **1** observatoire ornithologique
- **3,5** km de balade
- plus de **500** visiteurs sensibilisés dans le cadre de balades commentées
- **5** études scientifiques menées



TRANSITION ÉNERGETIQUE ÉCOLOGIQUE

SERVICE TRANSITION ÉCOLOGIQUE (SATESE)

En termes d'assainissement collectif, les collectivités peuvent adhérer au SATESE (Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration) par conventions pluriannuelles avec le Conseil départemental. Ces conventions, d'une durée de six ans, prévoient la mise à disposition aux communes ou aux EPCI, d'une assistance technique dans le domaine de l'assainissement. Au travers de ce partenariat, il s'agit d'engager une coopération technique fondée sur la volonté mutuelle d'optimiser le fonctionnement de l'assainissement et de limiter son impact sur les milieux aquatiques.

■ Les actions & faits marquants

- 288 stations visitées par le SATESE au titre de l'assistance technique.
- L'inspection caméra et la détection des réseaux d'assainissement.
- Formations aux exploitants en partenariat avec le CNFPT.
- Formations E3D aux élèves de collègue.
- Développement de projets innovants avec les lycées et les étudiants des filières de traitement des eaux.
- L'accueil d'un contrat d'apprentissage.

■ SATESE et métrologie :

Le SATESE a participé aux Comparaisons Inter Laboratoires de Terrains (CILT) sur le bassin Adour-Garonne afin de fiabiliser et qualifier les mesures de terrain.

■ SATESE et assistance :

Le SATESE continue d'assister les collectivités et apporte en particulier ses conseils auprès des agents des collectivités sur la mise en œuvre des nouveaux protocoles de sécurité sur les stations d'épuration.

■ SATESE et apprentissage :

Le SATESE a accompagné un étudiant issu de la filière Licence Traitement et Épuration des Eaux. Dans le cadre de son projet, une étude sur la réutilisation des eaux usées traitées d'une station d'épuration a été menée.

Chiffres clés

- **52** bilans 24 heures
- **20** validations (ASR)
- **356** visites
- **25** passages caméra
- **60** réunions
- **5** instructions de dossiers
- **133 712** € d'aide Agence de l'Eau Adour-Garonne

COHÉSION SOCIALE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL de la CORRÈZE
RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022



ACTION SOCIALE FAMILLES INSERTION

SERVICE AIDE SOCIALE À L'ENFANCE (ASE)

Le Président du Conseil départemental est le chef de file de la politique de prévention et de protection de l'enfance qui a pour objet de développer des actions de soutien à la parentalité, apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs et à leurs familles ; mener des actions de prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs ; organiser des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et pourvoir à l'ensemble des besoins des mineurs confiés au service.

■ Les actions & faits marquants

- Le constat d'une complexification du profil des enfants confiés, avec une hausse des besoins de soins en pédopsychiatrie, des troubles du comportement, comme des passages à l'acte.
- Une hausse importante des mesures judiciaires avec + 26% en milieu ouvert et + 15% de placements, entraînant des tensions sur l'ensemble des dispositifs.
- Une forte hausse des jeunes se présentant comme mineurs non accompagnés et mis à l'abri par le Département durant leur période d'évaluation (+ 267% en un an).
- La mise en place des dispositions notamment de la loi dite "loi Taquet" de 2022, qui revalorise la rémunération des assistants familiaux.
- Le vote du nouveau règlement départemental des assistants familiaux venant renforcer l'attractivité du métier.
- La mise en œuvre des mesures du "SEGUR" pour le secteur social.
- Le schéma départemental en faveur de l'enfance 2022/2028 : afin de répondre aux problématiques de la protection de l'enfance en Corrèze, le Département a mobilisé l'ensemble des partenaires pour construire ce schéma avec les agents et des représentants des jeunes schéma.
- Ce nouveau schéma a mobilisé + de 150 participants. Il est centré sur la notion de "pouvoir d'agir" des enfants comme de leurs parents. La priorité est donnée à la prévention et aux accompagnements "au plus près des besoins" des enfants. Les actions sont résumées par trois mots clefs :
 - AGIR** - en favorisant les interventions précoces à domicile.
 - AVEC** - en garantissant la bonne prise en compte de la parole des enfants et des parents.
 - AUTREMENT** - en innovant et en favorisant la formation et le partenariat.

Chiffres clés

- **24,57 millions** d'euros de budget prévisionnel 2022
- **853** informations préoccupantes reçues par la CRIP et **314** évaluations sociales réalisées
- **562** mineurs placés et confiés au Département
- **67** enfants protégés en urgence dans le cadre d'une mesure judiciaire Ordonnance Provisoire de Placement
- **1 343** mineurs accompagnés à domicile directement par l'ASE ou un partenaire associatif
- **172** mineurs non accompagnés confiés au Département sur l'année et 206 hébergés dans le cadre d'une mise à l'abri



ACTION SOCIALE FAMILLES INSERTION

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (CDEF)

Le CDEF est un établissement public non personnalisé placé sous l'autorité du Président du Conseil départemental. C'est une structure départementale d'accueil inconditionnel d'urgence, d'observation et d'orientation. Le schéma départemental en faveur de l'enfance conforte cet établissement sur ses missions historiques d'accueil d'urgence 365 jours par an, 24 heures sur 24. Le CDEF fonctionne en internat, mixte et peut accueillir 39 personnes (dont 30 en internat et 9 sur des places d'hébergement diffus).

■ *Les actions & faits marquants*

- 2022 a été impactée par un pic d'arrivée de Mineurs Non Accompagnés (MNA) qui n'ont pas pu être orientés vers les dispositifs d'accueil d'accompagnement des mineurs non accompagnés. Ce qui a conduit à l'accueil temporaire de 79 jeunes contre 5 l'année précédente.
- La mise en œuvre d'une formation action en réaction (hors plan de formation) : gestion des épisodes de violence en institution.

Chiffres clés

- **152** personnes accueillies
- **8 642** jours d'hébergement :
- **4 497** journées au titre de l'accueil familial
- **4 145** journées au titre de l'accueil mineurs
- Dotation globale du Département
1 945 K €



ACTION SOCIALE FAMILLES INSERTION

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ (CDS)

Le Département est engagé dans une politique forte visant à lutter contre la désertification médicale et ainsi permettre aux usagers d'accéder plus facilement à des soins relevant de la santé. Ainsi, le centre départemental de santé, créé en 2019, est en constante évolution et continue à se déployer tout en étayant son offre de soins. Ainsi une assistante médicale et une infirmière en pratique avancée (IPA) ont renforcé l'équipe médicale. De plus, l'acquisition de mallettes connectées et des cabines et bornes de téléconsultations dans le cadre du plan ambition santé, permettent de répondre à une forte augmentation des besoins de la patientèle.

■ Les actions & faits marquants

- 17 médecins, dont 3 nouveaux en 2022, soit une augmentation de 13,33 %.
- Arrivée d'une infirmière en pratique avancée en juillet 2022.
- Arrivée d'une assistante médicale.
- Travaux d'agrandissement du centre départemental de santé d'Egletons.
- Perspectives d'ouverture d'un nouveau centre de santé à Uzerche ainsi que d'une antenne sur Chamberet.
- 51 % d'augmentation pour les recettes de fonctionnement par rapport à 2021.
- 478,2 % d'augmentation pour les recettes d'investissement par rapport à 2021.

Participation à des évènements de communication :

- Congrès ISNAR à Tours le 24 février 2022.
- Forum Santé Territoire à Limoges le 15 Avril 2022.
- Les "Meules Bleues" le 7 juin 2022.
- L'opération "Tombez la Blouse" les 23 et 24 juillet 2022.



Chiffres clés

- 7 sites de consultations : Egletons, Neuvic, Meymac, Ussel, Bort-les-Organes, Sornac et Treignac
- 30 993 consultations
- 1 957 visites à domiciles
- 1 949 téléconsultations
- 6 025 déclarations de médecins traitants
- 1 742 jours travaillés pour les médecins du centre départemental de santé où 26 personnes y travaillent





ACTION SOCIALE FAMILLES INSERTION

SERVICE EMPLOI INSERTION

En charge de la gestion du dispositif de Revenu de Solidarité Active (rSa) et de la déclinaison opérationnelle de la politique départementale d'insertion, le service s'appuie sur deux programmes directeurs : le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) et le Programme Départemental d'Insertion (PDI).

A l'appui des actions et de l'offre locale d'insertion sociale et professionnelle ainsi proposée, le service œuvre au quotidien pour faciliter et sécuriser le retour à l'emploi et à l'autonomie financière des bénéficiaires du rSa.

■ Les actions & faits marquants

■ Un PTI 2022/2024 (33 fiches action en 2022) réalisé à hauteur de 87,5 %.

Le déploiement concret du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) avec :

- L'ouverture de la plateforme DORA (Découvrir Orienter Renseigner Accompagner).
- La réalisation d'un outil de diagnostic professionnel partagé.
- Un diagnostic départemental mobilité.
- Une participation active sur la promotion partenariale des métiers en tension.
- De nouvelles actions collectives de mobilisation et de préparation des publics à l'emploi.
- Une plateforme Boost Emploi modernisée.

■ Une baisse confirmée du nombre de bénéficiaires du rSa : - 15,6 % depuis 2015.

■ Un budget allocation en baisse en 2022 malgré l'impact fort des revalorisations intervenues dans un contexte géo économique tendu.

■ La stabilisation du taux de contractualisation à 89 %.

■ Des modalités d'accueil physique, individualisé, de rédaction du premier CER (Contrat d'Engagements Réciproques) et d'orientation des nouveaux arrivants dans le dispositif sous 30 jours.

Chiffres clés

Au 31/12/2022 :

- **6 355** bénéficiaires du rSa (**1,67 %** sur un an)
- **3 152** foyers rSa (**-1,78 %** sur un an)
- **5** Clés de l'Emploi dans les domaines de l'intérim et la restauration rapide
- Un taux de sortie pour emploi ou formation en progression : **45,4 %**
- Une CVthèque Boost Emploi avec + de **1 800** CV
- **920** entreprises corréziennes référencées sur Boost Emploi
- **980** offres collectées par le chargé de mission Entreprises du Conseil départemental
- **38** professionnels

ACTION SOCIALE FAMILLES INSERTION

ACTION SOCIALE TERRITORIALE (AST)

L'AST répartie au sein de 12 maisons de la solidarité départementale (MSD), sous la responsabilité d'un chef de service et d'un encadrant technique. Des agents d'accueil ont en charge l'accueil social, l'information et l'accès aux droits des publics. Des travailleurs sociaux (TS) ont pour missions de lutter contre les exclusions, d'assurer des actions de prévention et de protection des enfants et des adultes vulnérables, certains sont spécialisés dans l'accompagnement budgétaire. Leur action s'inscrit en lien avec les travailleurs médico-sociaux de l'aide sociale à l'enfance, de la protection maternelle et infantile, et du service insertion.

■ Les actions & faits marquants

- Mise en place de l'ASIP (Accueil Social Inconditionnel de Proximité) au 1^{er} avril 2022 :

La nature des demandes est de 44 % démarches administratives diverses, de 20 % démarches CAF, de 10 % démarches Pôle Emploi, et de 8 % démarches CPAM.

- Recrutement de l'ISG (Intervenant Social en Gendarmerie) :

En partenariat avec les services de l'Etat et les acteurs associatifs de défense des victimes de violences conjugales/ intrafamiliales, le Conseil départemental a renforcé sa mobilisation avec la mise à disposition d'un ISG lors de la création de la Maison de Protection des Familles en janvier 2022 à l'instar de l'organisation existante auprès des commissariats corréziens : 385 victimes ont été accueillies, accompagnées et orientées en complément de l'action de la Gendarmerie.

- Feuille de route numérique :

Les travailleurs sociaux de la DASFI ont été équipés de téléphones et d'ordinateurs portables pour faciliter le travail en mobilité.

Des agents d'accueil, des TS et l'encadrement se sont mobilisés pour participer à des ateliers afin de définir les besoins et mettre en place un logiciel métier des solidarités qui permettra une prise en charge plus efficiente de l'usager, la création du dossier social unique partagé ainsi que de nouveaux usages (portail usager, rappel sms).

Suite à un appel d'offre et à une phase de paramétrage, ce nouveau logiciel devrait être opérationnel au 1^{er} trimestre 2024.

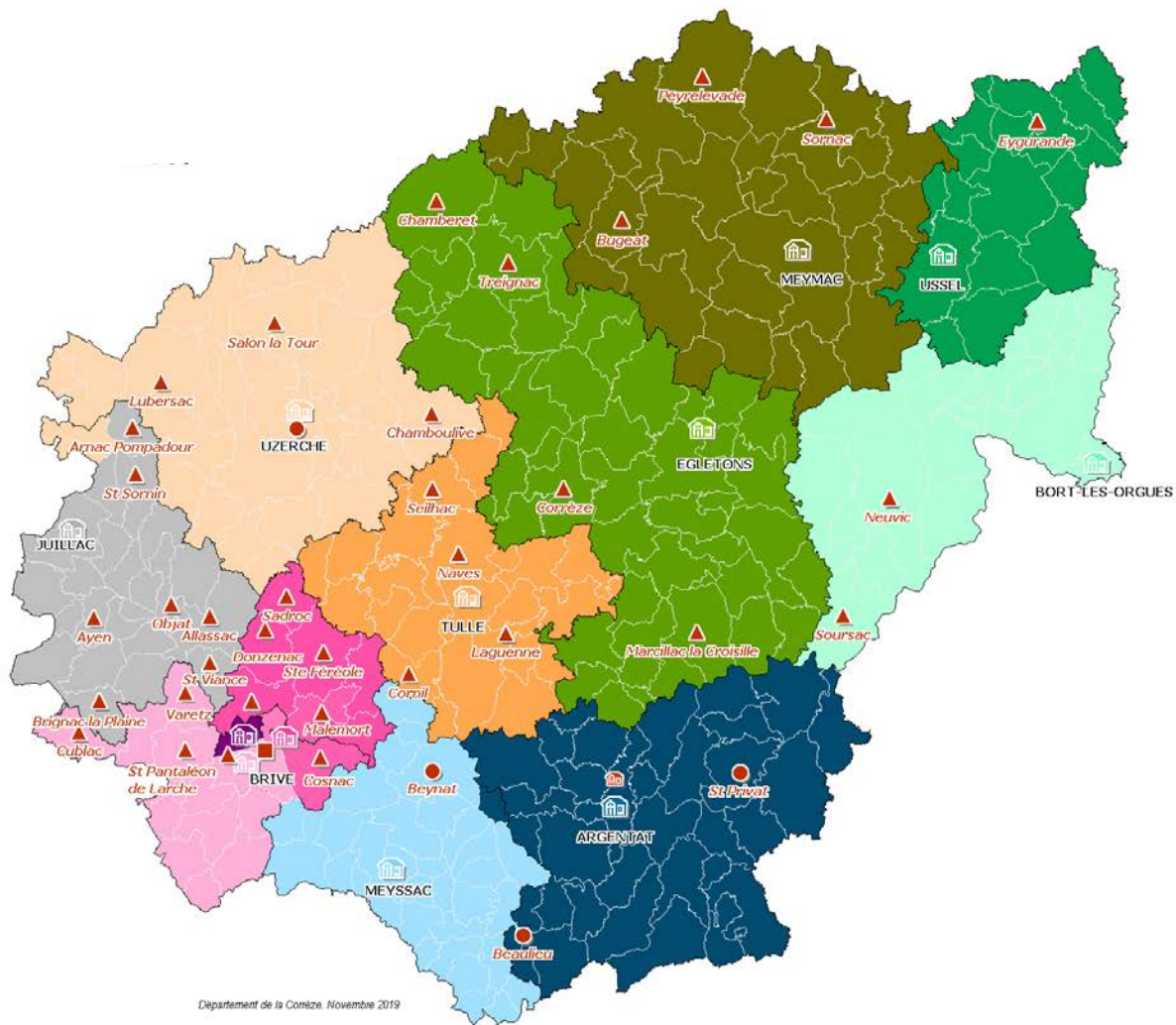
Chiffres clés

- **46 449** personnes accueillies en MSD (+ **4 %**)
- **170 144** appels reçus
- **8 678** foyers suivis par les TS en polyvalence dont **44 %** de nouveaux arrivants
- **1 862** bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) accompagnés par l'AST
- Taux de contractualisation des contrats d'engagement réciproque (CER) RSA : **80,8 %**
- **486** personnes ont été reçues en ASIP et **84 %** des usagers se présentent spontanément.
- **663** demandes traitées dont **61 %** lors d'un rendez-vous physique.



ACTION SOCIALE FAMILLES INSERTION

Périmètre des Maisons de Solidarités Départementales (MSD) et permanences (2019)



ACTION SOCIALE FAMILLES INSERTION

SERVICE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE SANTÉ (PMI)

Le service PMI santé contribue par ses missions à la promotion de la santé, à la prévention, au soutien à la parentalité et à la protection des enfants. Il permet, par ses actions précoces, d'agir le plus en amont possible sur l'environnement familial et social de l'enfant et ainsi, de garantir à l'enfant l'accès à ses droits les plus essentiels.

A cela s'ajoute une attention particulière aux publics vulnérables, avec maintien d'une offre de santé accessible à tous et la volonté politique que chaque enfant puisse accéder à des dispositifs d'accueil du jeune enfant.

■ Les actions & faits marquants

Participation active à des projets partenariaux de prévention et de santé publique :

- Prévention des addictions : mois sans tabac, stand multipartenarial marché de Brive (22/10/22), maternité de Brive (24/11/22).
- Prévention des cancers : Octobre Rose, Ateliers d'auto palpation Ussel/Argentat/Tulle- Hôtel du Département, Atelier Santé CCAS Ussel (prévention du cancer du sein et du col de l'utérus).
- Semaine de la vaccination : du 25/04/2022 au 01/05/2022 sensibilisation, information et vaccination lors des consultations médicales préventives dans les Maisons de Solidarité Départementales (MSD).
- Action de prévention et de soutien à la parentalité : dépistage des troubles sensoriels, du langage, du comportement, des problématiques familiales et environnementales chez les enfants de 4 ans.
- Action de prévention bucco-dentaire auprès des enfants scolarisés en moyenne section.
- Action de prévention des risques de mortalité infantile auprès des familles et des modes de garde du jeune enfant (position de couchage, conseils auprès des parents et des professionnels).
- Action de prévention du bon usage des écrans auprès des familles et des assistants maternels.
- Actions de promotion des modes d'accueil avec 11 réunions collectives d'information sur le métier d'assistant maternel, et 6 réunions collectives d'information sur le métier d'assistant familial.

Chiffres clés

Au 31/12/2022 :

- **1 582** bilans de santé réalisés en école maternelle
- **368** bilans orthoptiques
- **3 237** enfants vus en consultation médicale préventive
- **588** enfants vus en consultation puéricultrices
- **2 071** enfants vus en visite post natale
- **589** mères vues en consultation sage-femme
- **53** assistants maternels agréés (+ **26,19 %**)
- **14** assistants familiaux agréés
- Ouverture de **4** Maisons d'assistants maternels (+ **25 %**) soit **24** places d'accueil et **6** projets de création
- **4** projets de microcrèche et un projet de crèche en cours



AUTONOMIE ET MDPH

LA DIRECTION

C'est une double direction qui intervient auprès des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, avec une double structuration juridique et comptable. Trois services œuvrent en complémentarité au service du parcours des usagers :

- gestion des allocations (instruction/notification/paiement),
- évaluation (détermination du besoin de compensation),
- coordination de l'offre de l'Autonomie : offre et service en territoire.

■ Les actions & faits marquants

- Accord de méthode pour les "oubliés du Ségur" en établissements pour personnes handicapées.
- Lancement de la numérisation de la MDPH.
- Elargissement du dispositif AMAC.
- Engagement dans l'habitat inclusif.

Chiffres clés

- **68** agents dont **24** mis à disposition pour la MDPH
- BP Autonomie :
Fonctionnement :
96 801 435 €
- BP MDPH :
Investissement :
358 419 €
Fonctionnement :
1 607 569 €



« **Bien vieillir en Corrèze** »



CORRÈZE, LE DÉPARTEMENT

AUTONOMIE ET MDPH

SERVICE COORDINATION DE L'OFFRE D'AUTONOMIE

Le service a pour mission de décliner la politique départementale en faveur de l'autonomie des personnes âgées et/ou en situation de handicap, à domicile ou en établissement. Il est chargé de suivre et d'adapter l'ensemble de l'offre de services, des dispositifs dans le champ de la prévention, de l'accompagnement, de la prise en charge des bénéficiaires en lien avec l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs. Il contribue à l'opérationnalité, le suivi et l'évaluation des dispositifs, en tenant compte des évolutions réglementaires et en soutenant des projets innovants en faveur du maintien à domicile.

■ Les actions & faits marquants

Elargissement du dispositif AMAC

■ L'Académie des Métiers de l'Autonomie en Corrèze (AMAC) est un véritable levier au soutien RH pour les services d'aide à domicile depuis 2020. Fort de l'expérience acquise et face aux besoins accrus en recrutements des établissements, le Conseil départemental a modélisé et acté l'élargissement du dispositif à l'ensemble des structures et des publics pour un BP dédié de plus de 800 000 € sur 3 ans.

L'Habitat inclusif - Aide à la Vie Partagée

■ L'habitat inclusif est un enjeu majeur du virage domiciliaire des politiques de l'autonomie. Le Conseil départemental s'est engagé dans une programmation permettant de déployer la prestation d'aide à la vie partagée, aide permettant le financement de l'animation et de la coordination des projets co-construits avec les résidents (personnes âgées et/ou en situation de handicap).

Chiffres clés

- **481 380 €** /SAAD revalorisations salariales
- Conférence financeurs : **732 131 €** (**46** projets)
- **1 566 952 €** : dotation aux 29 ICA
- **224 854 €** : portage repas
- Habitat inclusif : **14** projets = **110** places
- AMAC : **122** contrats

“ **AMAC = 3 piliers : sourcing, recrutement, fidélisation, accompagnement.**
Un partenariat fort ”





AUTONOMIE ET MDPH

SERVICE ÉVALUATION

Le service évaluation est composé d'une équipe pluridisciplinaire qui évalue l'éligibilité à une prestation au regard de la situation de la personne par le biais d'une évaluation des besoins suite à des demandes d'APA ou MDPH déposées par les usagers. Ces évaluations se font en lien avec les projets de vie et pourront aboutir à des propositions de plans d'aide ou de plans personnalisés de compensation établis en faveur de tous les publics fragilisés : personnes âgées de plus de 60 ans, enfants et adultes en situation de handicap.

■ Les actions & faits marquants

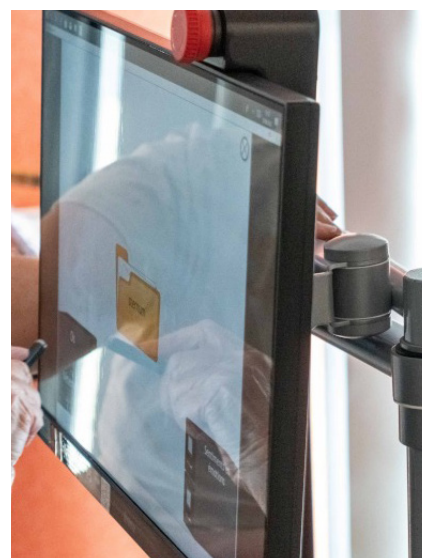
Renforcement des équipes :

- + 1 poste d'infirmière pour l'évaluation enfance et PCH adulte.
- Entrée de 2 nouveaux jeunes dans le dispositif Andros Confiserie pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes autistes.
- Poursuite du déploiement de l'outil Viatrajectoire pour la gestion des listes d'attente en établissements.

- Elargissement des droits PCH pour les personnes atteintes de troubles psychologiques : "Soutien à l'Autonomie" et formation des équipes à ce nouveau droit.

Chiffres clés

- Bénéficiaires APA : **3 543** APA à domicile
- N^{bre} de demandes APA : **3 467**
- Bénéficiaires MDPH : **23 956**
- N^{bre} de demandes MDPH : **15 445**



AUTONOMIE ET MDPH

SERVICE GESTION DES ALLOCATIONS

Ce service assure l'instruction, la notification et le paiement d'aides relatives au maintien à domicile ou à l'hébergement de personnes âgées ou en situation de handicap relevant des compétences du Département. En sus au titre de la MDPH, ce service instruit, propose à la CDAPH et notifie l'ensemble des droits et orientations des personnes handicapées quel que soit l'organisme financeur. Pour assurer ces missions, le service est organisé en 5 cellules (par prestation) et dispose d'un référent métier.

Les actions & faits marquants

Sur le champ de l'Autonomie :

- Revalorisation tarifaire de l'aide servie par un prestataire au 1^{er} avril : 22 € / h d'intervention pour les bénéficiaires de l'APA et de la PCH.
- Mise en œuvre de l'aide à l'alimentation pour les bénéficiaires de l'APA aux faibles ressources votée par le Conseil départemental en mai 2022 : 548 € / an.
- Revalorisation salariale pour tous les oubliés du Ségur dans les ESMS relevant de la compétence du CD : base de revalorisation : 353 € / mois.

Sur le champ de la MDPH :

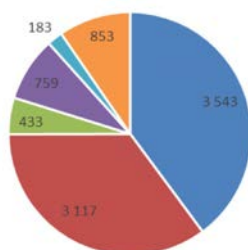
- Poursuite du déploiement du système d'information harmonisé national labellisé par la CNSA.
- Poursuite du projet de dématérialisation de toute la chaîne d'instruction et d'évaluation des usagers de la MDPH avec le choix d'un prestataire pour la numérisation du stock de dossiers et le choix d'un outil de gestion électronique de documents.

Chiffres clés

Activité MDPH 2022 :

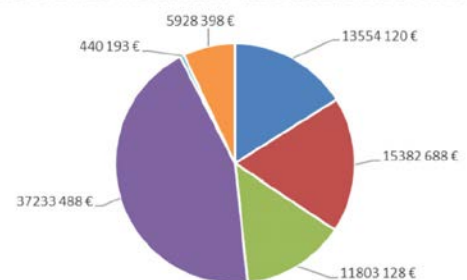
- **23 956** corréziens sont bénéficiaires d'un droit ouvert MDPH (+ 1 %)
- **15 445** demandes ont été traitées en 2022 (+ 2 %)
- Le budget de fonctionnement annuel de la MDPH s'élève à plus de **1,1 million €**
- **26** agents

Autonomie: nombre de bénéficiaires en 2022



■ APA domicile ■ APA établissement ■ Aide sociale hébergement PA
■ Aide sociale hébergement PH ■ Aide ménagère PA/ PH ■ PCH et ACTP

Autonomie: montant des aides attribuées en 2022



■ APA domicile ■ APA établissement ■ Aide sociale hébergement PA
■ Aide sociale hébergement PH ■ Aide ménagère PA/ PH ■ PCH et ACTP



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

PRÉSENTATION

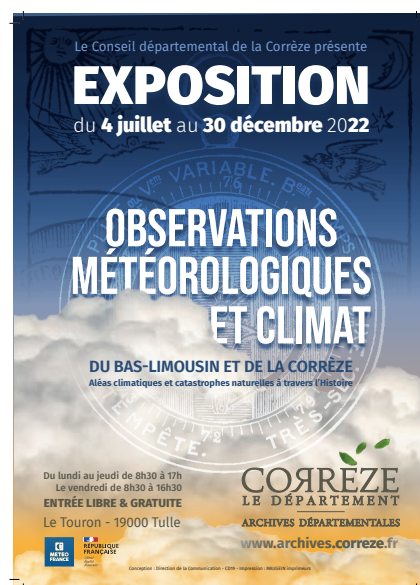
Créées à la Révolution, les Archives départementales sont les "gardiennes de la mémoire" corrézienne. À ce titre, elles collectent, conservent, classent et valorisent les documents produits par les organismes publics sur le territoire du département. Fin 2022, elles conservaient 16 466 mètres linéaires (ml) de documents datant du XIII^e au XXI^e siècles, et plus de neuf téraoctets de données électroniques (documents numérisés ou nativement numériques). Elles interviennent également auprès des administrations (services du Conseil départemental et de l'État, communes) pour les conseiller.

■ Les actions & faits marquants

- Le conseil aux services producteurs a pris des formes nouvelles pour répondre au mieux aux besoins. En 2021-2022, un cycle de neuf webinaires a ainsi été mis en place avec l'Association des maires à destination des communes.
- 331 668 pages ont été numérisées en interne en 2022, notamment des délibérations communales, en vue de leur mise en ligne sur un futur site internet.
- 348 personnes ont visité l'exposition "Observations météorologiques et climat du Bas-Limousin et de la Corrèze, Aléas climatiques et catastrophes naturelles à travers l'histoire", qui est maintenant itinérante dans le département.
- Par ailleurs, 38 visiteurs ont assisté à une conférence sur le changement climatique à l'occasion des Journées du patrimoine, et 36 ont participé à une nouvelle animation, les "Nocturnes de l'histoire".

Chiffres clés

- Documents originaux communiqués en salle de lecture : **5 908**
- Recherches par correspondance : **1 353**
- Images vues sur internet : **31 791 744**
- Versements d'archives publiques : **156,3 ml**
- Eliminations validées : **1 839 ml**



BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

PRÉSENTATION

La Bibliothèque départementale, compétence obligatoire du Conseil départemental, joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une politique de lecture publique en milieu rural. A côté de ses missions traditionnelles de prêt de documents de tous types, de conseil et de formation des bibliothèques de son réseau, elle a progressivement élargi ses compétences à d'autres domaines. Elle anime ainsi des actions culturelles bien ancrées dans le territoire, et met également à disposition des lecteurs une médiathèque numérique aux contenus riches et variés, en partenariat avec Brive, Tulle et Ussel.

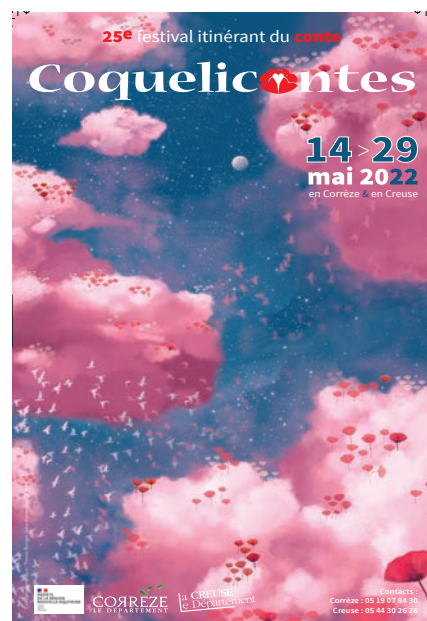
■ Les actions & faits marquants

- Pour la 2^{ème} année consécutive, la Corrèze participait au mois du film documentaire en novembre 2022. Il a rassemblé 226 spectateurs dont 120 scolaires.
- Le prix des lecteurs corréziens, dont 2023 marquera la 10^{ème} édition, rassemble toujours plus de participants. 694 lecteurs ont voté en 2022 pour un des titres proposés par les bibliothécaires du département.
- Pour ses 25 ans, fêtés au château de Sédières, le festival Coquelicotontes voit un retour à la fréquentation d'avant crise sanitaire (56 spectateurs en moyenne pour 35 spectacles).
- 4 658 enfants ont voté pour le prix album jeunesse, qui fêtait également ses 25 ans. Nouveauté 2022 : les lauréats sont allés rencontrer des classes dans le département.



Chiffres clés

- Réseau :
116 bibliothèques, 39 écoles, 13 517 inscrits
- **89 595 prêts physiques : 75 303 livres, 4 008 CD et 9 591 DVD, 251 outils d'animation**
- Médiathèque numérique :
1 335 inscrits, 3 589 films visionnés, 2 548 livres et 973 autoformations





JEUNESSE SPORTS CULTURE

CELLULE SPORTS

La première ambition de la politique sportive départementale est de soutenir ceux qui font l'offre sportive en Corrèze et assurent l'équité d'accès à la pratique. Le Département a affecté plus de 1 250 000 € d'aide aux clubs, comités, sportifs de haut niveau, grands événements. Le Département a également favorisé les sports de pleine nature en accompagnant les Stations Sport Nature, en poursuivant l'opération "Corrèze Destination Trails" et en rénovant les "Balades en Corrèze".

■ Les actions & faits marquants

■ Les actions phares menées dans le cadre de "Paris 2024" :

- célébration de la journée olympique à l'occasion du "3-2-1...Sédières" le 25 juin.

5 dossards ont été gagnés par des corréziens pour participer au "Marathon pour tous" lors des Jeux Olympiques.

- 28 corréziens pré-sélectionnés par le Comité Olympique 19 pour être volontaires lors des Jeux Olympiques et Paralympiques.

La Corrèze sera présente à Paris !

■ "Balades Secrètes en Corrèze" :

La nouvelle formule propose des balades encadrées et sélectionnées selon leurs thématiques, la qualité du parcours, la distance et la difficulté. Elles permettent de proposer plus d'animations en alliant découvertes tout au long du parcours et convivialité grâce au café d'accueil et à la découverte de produits "Origine Corrèze" à l'apéritif.

■ Poursuite de la qualification de la véloroute La Vagabonde.

Chiffres clés

Budget primitif :

- **1 617 785 €** en fonctionnement

- **113 000 €** en investissement

- **1 586 318 €** en faveur du sport

- **181 athlètes, 20 nations et 3 continents** présents à Treignac en juin pour les Championnats du Monde de canoë-kayak.

- **11 balades en Corrèze : 1 256 participants au total, soit 114 personnes par balade**



JEUNESSE SPORTS CULTURE

SERVICE CULTURE ET PATRIMOINE

L'accès à une offre culturelle variée, de qualité et de proximité et la sauvegarde du patrimoine rural guident l'activité de ce service. Le Département propose plusieurs programmes d'intervention en ce sens et fait vivre des lieux culturels (musée du Président Jacques Chirac, musée Henri Queuille, château de Sédières) en proposant des expositions et des animations. Il apporte une expertise aux communes sur la restauration et la valorisation du patrimoine. Son budget est de 2 047 000 € en fonctionnement et 113 000 € en investissement.

■ Les actions & faits marquants

- Adoption du nouveau Schéma départemental de Développement des Enseignements Artistiques 2022/2028 en concertation avec l'ensemble des acteurs : consolidation du travail engagé, réévaluation des financements des écoles de musique, nouveau financement pour les "orchestres à l'école".
- Structuration d'une équipe dédiée au Domaine de Sédières. Amélioration de la qualité d'accueil et diversification des propositions : boutique "Origine Corrèze", bar-snack en régie, accueil de scolaires et de manifestations.
- 40 ans du musée Henri Queuille : réaménagement scénographique de l'exposition permanente, amélioration de l'attractivité du site par la rénovation de la façade et la création d'une identité visuelle repérable.
- 1^{ère} édition de Jeunes en Librairie, incitation à la lecture en faveur des collégiens.

Chiffres clés

- **1 540 000 €** d'aide aux acteurs culturels
- **379** aides instruites par le service
- Fréquentation en hausse à Sédières :
 - 3 540** visiteurs pour l'expo.
 - 3 600** spectateurs pour les apéros-concerts





JEUNESSE SPORTS CULTURE

SERVICE ÉDUCATION JEUNESSE

Le Département souhaite apporter les meilleures conditions de travail et de socialisation aux collégiens. Il apporte un soutien financier aux familles. Il gère également le transport des élèves en situation de handicap dans une perspective d'inclusion scolaire et assure la gestion du dispositif Handimobile. Les 271 agents départementaux assurent les missions de maintenance, de restauration et d'entretien dans les collèges publics. En 2022, le budget prévisionnel était de 7 542 977 € en fonctionnement et 122 000 € en investissement.

■ Les actions & faits marquants

Bien vivre au collège !

- Une alimentation saine et locale.
Investissement dans un logiciel de restauration pour suivre les achats des 21 unités de restauration afin de promouvoir au sein des collèges du Département un approvisionnement durable en circuits courts, des produits issus de l'agriculture biologique ou raisonnée, tout en favorisant l'emploi par la structuration des filières locales.



- Lutte contre le harcèlement et les cyberviolences.
Ensemble d'actions qui ciblent à la fois les enfants, les parents et les professionnels.
Sensibiliser une cohorte de 6^{ème} avec l'intervention de l'association e-Enfance, place le Département en tête des collectivités les plus actives sur ce sujet.
Des partenariats locaux se sont également noués.

Chiffres clés

- **10 455** collégiens
- **25** collèges publics et **5** collèges privés
- **2 360 658 €** de dotation principale pour les collèges publics
- **839 311€** de dotation principale pour les collèges privés
- **541 000 €** aux familles
- **393 300 €** à la jeunesse



e-**enfance** 3018

Ensemble, agissons pour un monde numérique responsable

Association Reconnue d'Utilité Publique

 **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE**
Liberté
Égalité
Fraternité

 **SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE L'ENFANCE**
Liberté
Égalité
Fraternité

JEUNESSE SPORTS CULTURE

MUSÉE DU PRÉSIDENT JACQUES CHIRAC

Grand destinataire de cadeaux, le président Jacques Chirac s'est fait à son tour donateur, en offrant les 5 000 objets d'art ou simples pièces curieuses reçus entre 1995 et 2007 au Département. Le musée valorise ce don, symbole des évolutions de notre histoire comme de notre société, au sein d'un espace d'exposition permanent et de "réserves visitables". 2022 a été marqué par le début de la mutation des espaces et par un fil rouge thématique : la République française. Le budget a été de 163 500 € en fonctionnement (avec stocks) et de 52 000 € en investissement.

■ Les actions & faits marquants

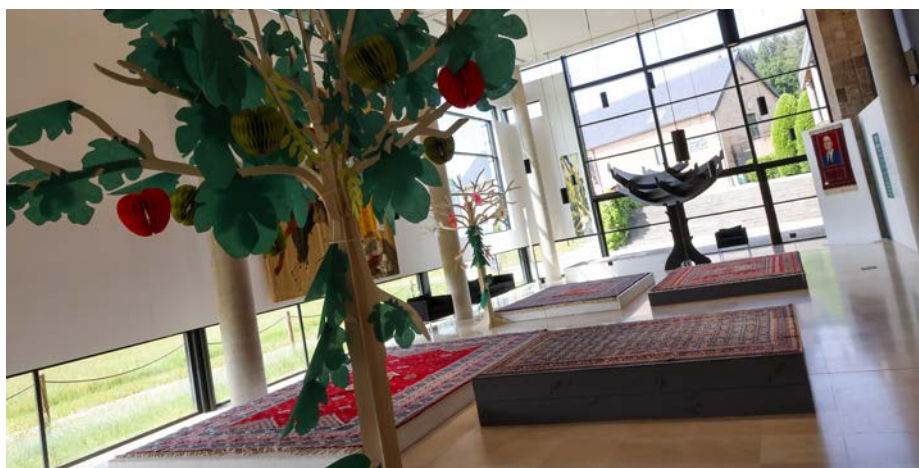
2019, le musée met en œuvre un panel d'actions qualitatives. 2022, les résultats sont au rendez-vous :

- Satisfaction confirmée, exprimée (Livre d'Or) pour 85 % des visiteurs.
- Fréquentation en hausse : + 2 000 entrées payantes entre avril et novembre.
- Diversification des articles de la boutique : + 35 % du CA.
- L'équipe d'accueil a été entièrement recomposée.

- Les expositions temporaires (Japon/Tapis) ont été jugées "extraordinaires" (Livre d'Or).
- Les animations hors temps scolaires ont été d'autant plus appréciées que les ateliers pédagogiques ont été revus à la baisse, suite à l'absence prolongée du référent Service éducatif du musée.

Chiffres clés

- En août : **6 052 € CA** boutique-librairie (articles allant de **2 à 20 €**)
- Journée Européennes du : Patrimoine : **1 210 entrées**
- De septembre à novembre : **7 761 visiteurs** soit la plus forte fréquentation depuis 2013



RESSOURCES

CONSEIL DÉPARTEMENTAL de la CORRÈZE
RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022



AFFAIRES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES

ASSEMBLÉES ET AFFAIRES GÉNÉRALES

La mission principale de la cellule Assemblées est de préparer la tenue de l'Assemblée Départementale tant en séance plénière du Conseil départemental qu'en Commission Permanente. Il met aussi à la disposition des élus les documents juridiquement sécurisés et harmonisés nécessaires aux tenues des séances plénières du Conseil Départemental et des réunions de la Commission Permanente. Elle a également à sa charge la représentation des élus au sein des divers organismes et commissions.

■ *Les actions & faits marquants*

- Elaboration d'un calendrier des séances plénières du Conseil Départemental (CD) et des réunions de la Commission Permanente (CP) pour un suivi rigoureux de l'organisation.
- Préparation, dématérialisation et diffusion des débats des séances plénières du Conseil Départemental et des Recueils des Actes Administratifs du Département (RAAD).
- Centralisation, préparation et intégration des rapports, délibérations/décisions dans les outils de gestion de la collectivité (AIRS DELIB, K-Box, Intranet, Extranet, Igda).
- Poursuite de la gestion, de la mise à jour et du suivi de la représentation des élus dans les divers organismes et commissions.

Chiffres clés

- **4** séances plénières du CD
- **8** réunions de la CP
- **380** rapports, autant de délibérations/décisions et **783** annexes réalisés
- **131** diaporamas et notes de synthèse
- **1 543** documents télétransmis au contrôle de légalité
- **24** RAAD sur Internet





AFFAIRES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES

DOCUMENTATION

La documentation met à la disposition des agents une information sélectionnée à partir de la constitution de deux fonds documentaires : un fonds "documentation générale" et un fonds "presse". Elle assure le traitement et la diffusion de l'information par le biais de la revue de presse quotidienne, la mise en circulation des revues destinées aux différentes directions ainsi qu'à l'ensemble des agents de la collectivité et la recherche documentaire, notamment à partir de veilles thématiques. Elle propose également le prêt d'ouvrages du fonds documentaire sur demande ou bien en consultation sur place.

■ *Les actions & faits marquants*

La documentation est composée de 3 agents chargés de :

- Mettre à disposition de la collectivité départementale un fonds documentaire,
- Diffuser l'information (bulletin signalétique et panorama de presse),

- Assurer la gestion administrative et financière de l'ensemble des abonnements souscrits par la collectivité ainsi que, depuis juin 2022, le traitement comptable des dossiers relevant du service "affaires foncières et immobilières".

Chiffres clés

- **314** documents du bulletin signalétique présentés aux lecteurs
- Panorama de presse numérique : **241** destinataires / jour
- **8 039** articles ajoutés en 2022
- **4** nouveaux ouvrages : **995** articles numérisés



AFFAIRES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES

MAISONS DU DÉPARTEMENT (MDD)

Les MDD sont des structures d'accueil et d'accompagnement des usagers pour toutes leurs démarches administratives. Les animateurs sont formés à l'ensemble des dispositifs du Conseil départemental mais également à ceux relatifs aux partenaires nationaux et locaux : CAF, CPAM, DGFIP, ANTS, ADIL. Ainsi, chaque usager peut bénéficier : des informations concernant ses démarches, d'un accompagnement sur les différentes plateformes, d'une aide à la constitution de son dossier, et d'une prise de rendez-vous en visio-conférence si nécessaire.

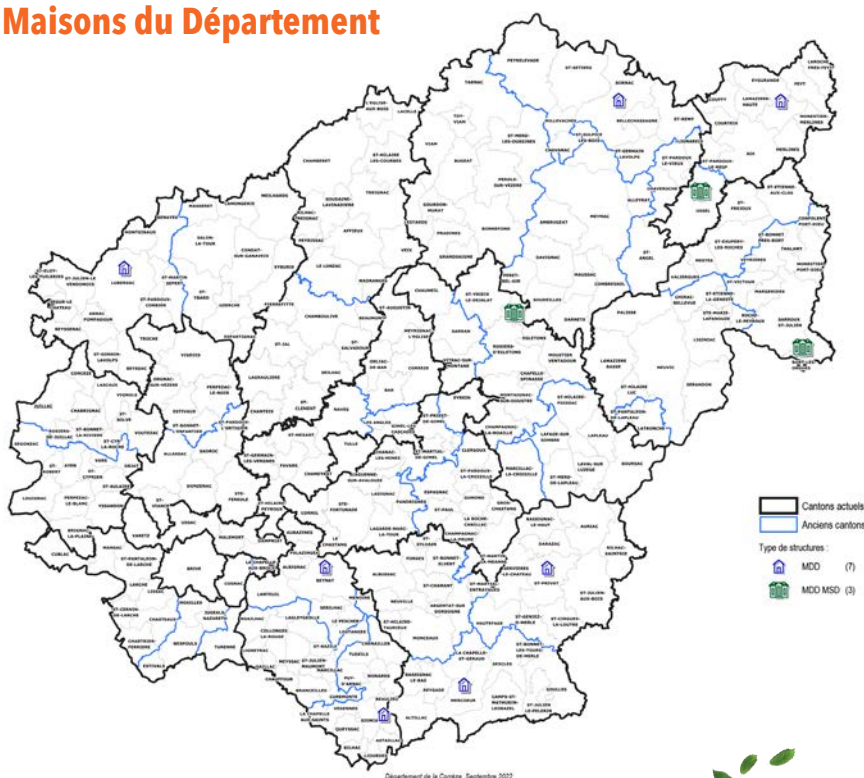
■ Les actions & faits marquants

- Il est à noter une augmentation significative de la fréquentation de l'ensemble des MDD par rapport à l'année 2021.
- De nouvelles plaquettes d'information aux usagers ont été réalisées.
- La préparation et la présentation du projet de création de nouvelles MDD en partenariat avec les Chefs de Projet Développement, les communes souhaitant accueillir une MDD et les différents services du Conseil départemental.

Chiffres clés

- **24 000** usagers accueillis venus de **168** communes
- **28 000** demandes d'usagers
- **10 %** de la population corrézienne a fréquenté une MDD

Maisons du Département





AFFAIRES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES

SERVICE AFFAIRES FONCIÈRES ET IMMOBILIÈRES

Créé en juin 2022, le service affaires foncières et immobilières a en charge :

- la gestion des acquisitions et cessions foncières (y compris phase négociation),
- la passation des contrats d'assurances de la collectivité, la gestion des contrats et des sinistres (hors contrats flotte automobile et risques statutaires),
- la gestion des conventions de location et des marchés de nettoyage et de gardiennage.

■ Les actions & faits marquants

- Création du service au 1^{er} juin 2022.
- Nouvelles attributions dévolues au service avec l'instruction des demandes de subventions au titre des échanges amiables de terrains à vocation agricole ou forestière et l'instruction des demandes d'autorisations de boisement (sur les communes ayant adhéré à la règlementation départementale des boisements).
- Négociations et acquisitions des emprises nécessaires à la construction de la déviation de Lubersac.
- Négociation et acquisitions des emprises nécessaires aux travaux d'aménagement de la RD n°15 entre Serilhac et le Pescher (1ha 40ca / 13 propriétaires).
- Rédaction de 17 nouvelles conventions de location.
- Assistance aux services pour la rédaction de conventions.
- Préparation du dossier de consultation des entreprises en vue du renouvellement du marché de gardiennage des locaux du Conseil départemental.
- Préparation du dossier de consultation des entreprises en vue du renouvellement du marché de conseil en assurances du Conseil départemental.

Chiffres clés

- **130** baux et conventions gérés
- Recettes encaissées en 2022 au titre des baux et conventions : **1 022 000 €**
- Déviation de Lubersac : environ **57** ha achetés (dont la moitié pour les compensations environnementales) auprès de **24** propriétaires
- Instruction de **128** dossiers assurances (sinistres, réclamations)
- **30** dossiers soumis à la Commission Permanente (tous domaines confondus)

AFFAIRES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES

SERVICE INTÉRIEUR

Au service du public, des agents de la collectivité et des élus départementaux, le service intérieur agit quotidiennement pour répondre à l'ensemble de ses missions : accueil du public, gestion administrative et technique des véhicules légers de la collectivité, distribution et affranchissement du courrier, manutention de mobilier et aménagement de bureaux, reprographie, organisation de réceptions sur les différents sites du Conseil départemental et mise à disposition des salles de réunions avec la régie audio et vidéo.

■ Les actions & faits marquants

■ Les réservations des salles de réunions sont traitées chaque jour par les agents d'accueil et tous les besoins sont enregistrés dans un logiciel spécifique.

Toutes les informations de ces réservations sont dématérialisées et exploitées pour répondre aux différentes exigences liées à l'organisation des réunions : configuration de la salle, matériel audio/vidéo et sollicitation auprès de la société de gardiennage lors de déroulement de réunions en dehors des heures et jours d'ouverture de la collectivité.

L'occupation hebdomadaire de l'ensemble des salles de réunions est transmis à l'entreprise de nettoyage qui intervient au quotidien, mais aussi à l'entreprise en charge du chauffage des locaux pour adapter la consommation d'énergie à l'utilisation des espaces de réunions.

■ La modernisation de la salle de l'Assemblée "Charles Ceyrac" :

Des travaux ont été réalisés pour renouveler dans sa totalité le système audio et vidéo.

La création d'un mur d'images composé de 16 écrans représentent au total une superficie de 14 m².

La digitalisation de cette salle permet à présent aux internautes de suivre en direct, via les réseaux sociaux, les 4 séances plénières annuelles afin de répondre aux obligations réglementaires de diffusion auprès du public.

Ces nouvelles technologies permettent désormais au Conseil départemental de mettre la salle "Charles Ceyrac" à la disposition des partenaires afin d'optimiser son utilisation.

Chiffres clés

A l'hôtel du Département "Marbot" :

- **19** salles de réunions représentant une superficie totale de **1 556 m²**
- **3 397** réservations ont été enregistrées
- **1 052** installations et contrôles du matériel audio/vidéo
- **7 737** personnes ont été accueillies tout au long de l'année 2022
- **29 717** appels téléphoniques ont été traités au standard général des services
- **19** salles de réunions à l'hôtel du Département représentant une capacité totale d'accueil de **951** places.
- Photocopies : **1 200 000**
- **45** événements



FINANCES COMMANDE PUBLIQUE

LA DIRECTION

Elle participe à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie budgétaire et financière de la collectivité ; elle est à ce titre garante de la fiabilité et de la sécurité des procédures budgétaires et comptables. Elle est également en charge de la tarification des établissements médico-sociaux. Ses compétences en matière de contrôle de gestion sont mises à la disposition des directions pour répondre à leurs demandes. Elle est en charge de la commande publique, garante du respect des procédures et elle accompagne les directions dans la recherche de performance des achats dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales.

■ Les actions & faits marquants

- Mise en oeuvre d'une nouvelle organisation visant l'harmonisation des pratiques en terme de pilotage budgétaire, comme de développement du logiciel comptable.
- Elaboration d'outils de dialogue budgétaire.
- Mise à disposition d'un outil de paiement en ligne.
- Dématérialisation de l'ensemble des échanges avec la paierie départementale.
- Intégration des bons de commande dans l'outil comptable.

Evolution du service commande publique :

- Externalisation des compétences d'acheteur au niveau de chaque service dans un objectif de sensibiliser les demandeurs aux techniques de performance d'achat public.
- Développement de la polyvalence des agents sur tout le processus achats.

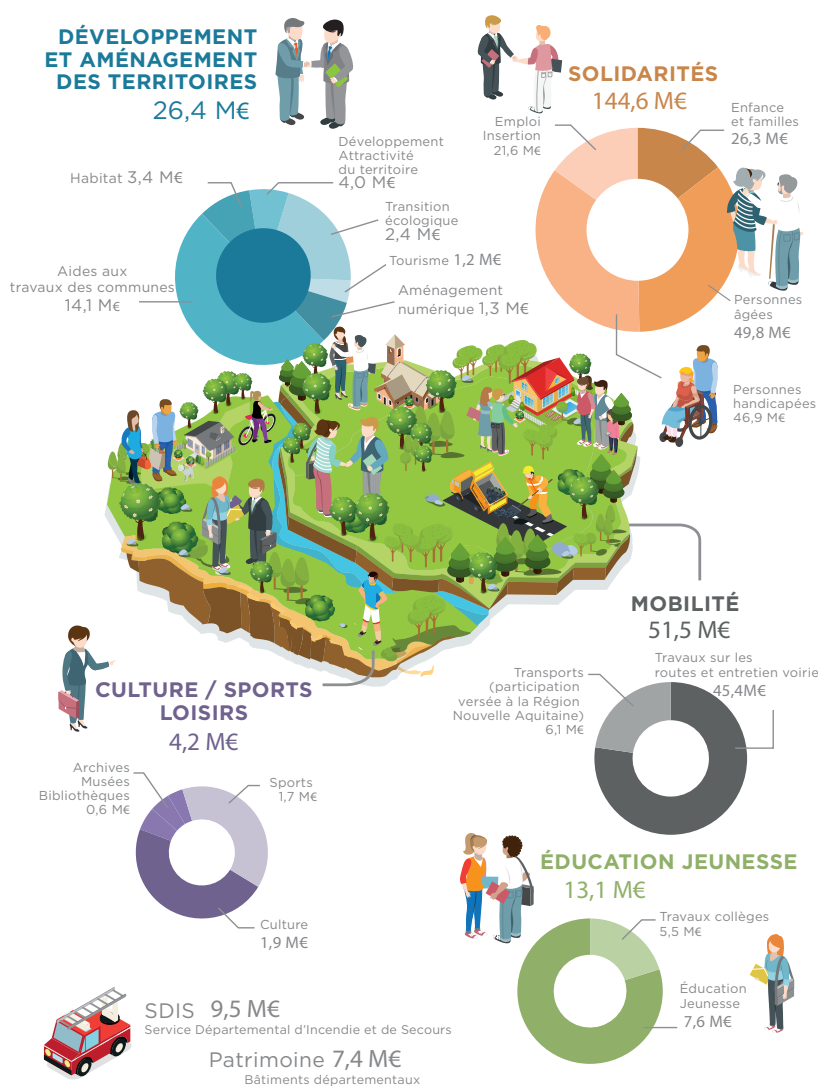
Chiffres clés

- Dépenses réelles de fonctionnement : **251 M €**
- Recettes réelles de fonctionnement : **335 M €**
- Dépenses réelles d'investissement : **50 M €**
- Epargne brute : **84 M €**
- Recettes réelles d'investissement : **10 M €**
- Produit de l'emprunt : **15 M €**
- Encours de dette : **271 M €**
- Désendettement :
 - **15 M €**
 - **90 M €** depuis 2015

FINANCES COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE BUDGET COMPTABILITÉ

Le service budget comptabilité est composé de 10 agents et il a en charge la préparation, l'exécution et la réalisation du budget du Département. De plus, il assure un suivi et une veille journalière en matière de qualité comptable. Il mène également pour l'ensemble de la collectivité départementale, les missions de gestion de la dette et de la trésorerie et veille au bon encaissement des recettes. Il est le garant du respect des règles budgétaires et comptables. 2022 a été l'année de la mise en place d'une nouvelle version du logiciel comptable permettant ainsi d'assurer et d'optimiser le suivi du patrimoine comptable de la collectivité. Le travail de dématérialisation se poursuit par la mise en place de "Payfip" permettant aux usagers de régler plus aisément les factures émises par le Département.



Chiffres clés

Dépenses réelles de fonctionnement :

- **284 303 315 €**

Dépenses réelles d'investissement :

- **110 705 999 €**

FLUX - 2022 (Source : GDA 360)		
ENTITES	Païement	Encaissement
Budget Principal	32 438	14 446
CDEF	695	100
CDS	1 668	19
Total	34 801	14 565



FINANCES COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE

Les missions du service commande publique sont les suivantes :

- centraliser les besoins des directions opérationnelles et établir la programmation des achats,
- veiller au respect des seuils, gérer les procédures d'achat et le suivi des marchés en lien avec les directions opérationnelles,
- conseiller en matière de commande publique d'autres collectivités (ingénierie territoriale),
- proposer l'intégration d'engagements sociaux et environnementaux dans nos marchés, et accompagner d'autres maîtres d'ouvrages dans leurs démarches de clauses sociales.

■ Les actions & faits marquants

En 2022, le Département s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage déléguée concernant le projet de création du Pôle Néandertal à La Chapelle-aux-Saints dont la Communauté de Communes du Midi Corrèzien en assure la maîtrise d'ouvrage.

A cet effet, le service commande publique a contribué à la passation des deux consultations :

- Création et mise en œuvre de la scénographie,
- Travaux de construction du Pôle Néandertal (13 lots).

Pour ces marchés de travaux, 1 645 heures d'insertion ont été intégrées.

Focus sur les clauses sociales :

1/ Réussite de l'introduction d'une clause sociale sur le marché de prestations pour la gestion de mesures d'accompagnement social personnalisé qui

est traditionnellement peu concerné par les clauses d'insertion :

- Élargissement des typologies de postes proposés (agent d'entretien du bâtiment, secrétaire archiviste, conseiller numérique),
- Volume d'heures réalisées important : 3 251 heures en 1 an pour 400 heures initialement prévues sur 4 ans,
- Qualification/pérennisation des contrats proposés : contrats supérieurs à 6 mois en CDI.

2/ Plus de 10 000 heures de travail générées dans le cadre des marchés réservés à 8 structures d'insertion par l'activité économique et intervenant dans le champ du handicap. Ces structures ont vocation à accompagner des personnes éloignées de l'emploi :

- 32 travailleurs mobilisés,

■ 97 personnes en parcours d'insertion par l'activité économique.

Chiffres clés

En 2022 :

- **41 M €** hors taxes de volume d'achats
- **72 consultations** lancées
- **144 marchés** conclus
- **22 heures** de conseils auprès d'autres collectivités

Focus sur les clauses sociales :

- **23 maîtres d'ouvrage** accompagnés
- **29 644 heures** de travail (CD + autres maîtres d'ouvrage) réalisées par **96 demandeurs d'emploi** avec **47 %** de contrats qualifiants proposés

FINANCES COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE CONTRÔLE DE GESTION ET ÉVALUATION

Ce service a en charge le suivi de la gestion et du financement de différents Etablissements des Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) pour une compétence départementale concernant les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et l'enfance. Ses missions auprès de ces établissements permettent d'assurer le contrôle de la gestion, le suivi comptable, budgétaire et financier, ainsi que leur tarification.

■ Les actions & faits marquants

- Une année 2022 marquée par les impacts prolongés de la crise sanitaire liée au COVID débutée dans les établissements en 2020.
- Se sont ajouté les premiers effets de l'inflation avec l'augmentation des coûts de l'énergie notamment, ainsi que les revalorisations salariales instaurées au plan réglementaire.
- Mise en place d'une politique du Département de soutien aux ESSMS corréziens des secteurs handicap et enfance. Elle est déployée dans le cadre d'un accord de méthode co-construit avec ces derniers : des revalorisations salariales qui s'adressent particulièrement aux salariés "oubliés du SEGUR", traduites dans les budgets de ces secteurs.
- Des actions de formation des agents renforçant l'optimisation de l'utilisation du logiciel métier afin de produire des analyses statistiques.
- Positionnement d'un agent contrôleur de gestion sur le métier de tarification en vue d'accentuer une approche d'analyse financière et d'analyse des risques de la situation des ESSMS.

Chiffres clés

3,1M € : Enveloppe CD adoptée en 2022 pour le déploiement de l'Accord de méthode de revalorisations salariales (soutien financier aux ESSMS handicap et enfance)

Nombre de structures ESSMS suivies par le service :

- **43** établissements secteur personnes âgées
- **11** organismes gestionnaires du secteur handicap
- **4** organismes du secteur enfance

Nombre de budgets analysés :

- **52** budgets du secteur PA
- **27** budgets du secteur PH
- **10** budgets du secteur Enfance



RESSOURCES HUMAINES

SERVICE EMPLOI ET COMPÉTENCES

Le service emploi et compétences a en charge la mise en œuvre des stratégies de recrutement, la promotion de la mobilité interne et la formation permettant un réel accompagnement du parcours professionnel des agents de la collectivité.

Ce service met en œuvre la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences. Il est également l'interlocuteur en matière de stages, d'emplois saisonniers et d'apprentissage, et il est garant du tableau des emplois et du respect des procédures en matière de recrutement.

■ Les actions & faits marquants

- Concertation et préparation de la mise en œuvre du nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).
- Mise en œuvre de la réorganisation des services en mars 2022.
- Lancement de l'offre du catalogue des stages longues durées.
- Réflexion autour d'un nouvel outil de gestion de la formation.

Actions marquantes en matière de formation :

- Dématérialisation des demandes de formation internes (hors habilitations),
- Poursuite et développement de l'offre formation de l'offre formation interne "bureautique",
- Mise en place de la formation secourisme "gestes qui sauvent" dans le cadre de la circulaire du 2 octobre 2018,

- Reconstitution et développement des abonnements à la plateforme de formation à distance IDEAL CO.

Chiffres clés

FORMATIONS

- Nombre de jours réalisés : **2 621**
- Budget : **124 336 €**

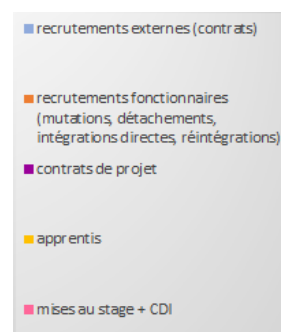
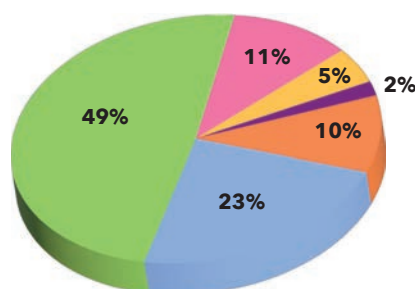
STAGES

- Nombre de demandes : **335 (113 ont été accordés)**
- Budget : **38 207 €**

“ **507 candidatures spontanées**
216 opérations de recrutements
20 saisonniers ”

Répartition opération de recrutement

(hors saisonniers)



RESSOURCES HUMAINES

SERVICE GESTION DU PERSONNEL

La direction et le service gestion du personnel ont engagé, dès le début de l'année 2022, les premières discussions relatives à la mise en place des 1607 heures dans le cadre de l'article 47 de la loi du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique. Des démarches ont été menées en faveur du dialogue social avec l'organisation d'une enquête auprès de l'ensemble des agents de la collectivité. En outre, institués par métiers, plusieurs groupes de travail, composés d'agents, de représentants du personnel et de l'administration, ont permis de dégager les premiers axes de la mise en place de cette organisation.

■ *Les actions & faits marquants*

- Mise en place d'une présentation à l'ensemble des agents de la collectivité et organisation de 8 groupes de travail et réflexions pour la mise en place des 1 607h.
- Accompagnement de 93 agents pour le suivi de leur dossier retraite.
- Evolution du logiciel de pointage "E Temptation" pour une mise en œuvre en 2023.
- Mise en œuvre des reclassements statutaires (reclassement et bonification d'ancienneté des agents de catégorie C, reclassement des agents de catégorie B, reclassement de certains agents de catégorie A et intégration des techniciens paramédicaux en catégorie A). Au total 856 agents ont été concernés par ces reclassements.
- Versement de l'indemnité inflation.
- Application des nouvelles modalités de rémunération des assistants familiaux en application de la Loi du 7 février 2022 relative à la protection de l'enfant dite "Loi Taquet".
- Mise en œuvre des mesures SEGUR pour certains personnels sociaux et médico-sociaux.

Chiffres clés

Suivi des situations COVID :

- **590** agents en arrêt maladie pour un total de **3 336** jours
- **85** agents en situation d'isolement télétravail pendant **328** jours
- **12** agents en situation d'isolement pendant **39** jours

Autorisations Spécifiques d'Absences (ASA) :

- **95** agents pour garde d'enfant pour **274** jours
- **215** agents en ASA test en cours pour un total de **686** jours

Soit un total de **997** agents impactés par une situation COVID contre **754** agents en 2021



RESSOURCES HUMAINES

CELLULE HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Sa mission : assurer des conditions sûres et saines de travail pour l'ensemble des agents. Elle conduit l'analyse des risques professionnels, les actions de prévention, les analyses des accidents de service. Elle assure le fonctionnement de la formation spécialisée du Comité Social Territorial, le suivi des visites médicales, le traitement des dossiers d'accidents, maladies professionnelles, fiches incidents/presqu'accidents. Elle conduit également la politique d'obligation d'emploi en favorisant l'insertion et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés, intervient pour les aménagements de poste et assure le suivi social des agents.

■ Les actions & faits marquants

Les actions 2022 :

- Mise à jour du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) : 28 visites de sites ou établissements.
- 5 visites d'inspection par l'Agent Chargé des Fonctions d'Inspection (ACFI).
- Actions de sensibilisation aux risques bruit et chimique pour les référents de la Direction des Routes.
- 30 situations d'aménagements de poste traitées et accompagnées.
- 3 animations de sensibilisation au handicap réalisées lors de la semaine européenne du handicap.
- Accompagnement à la mise en place de session de formation à la gestion de stress et des émotions au travail basée sur les techniques de sophrologie.

Les faits marquants 2022 :

- 3 duos formés lors de la journée Duo Day (semaine européenne du handicap).
- Participation à la mise en place du service Santé au Travail (recrutement infirmier/e du travail).
- 16 accidents déclarés sans arrêt de travail.
- 7 accidents de service comptabilisant plus de 90 jours d'arrêt de travail.
- 13 situations de presqu'accidents déclarées et analysées.
- Respect du taux d'emploi de travailleurs handicapés qui est de 6 % de Bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi (BOE).

Chiffres clés

- **346** suivis médicaux
- **50** accidents de service
- **6** maladies professionnelles déclarées
- **30** déclarations de situation d'incident / agression au travail
- **4** études ergonomiques de poste
- **6,88 %** : taux d'emploi direct des bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi (BOE)



SYSTEMES D'INFORMATION

SERVICE ÉTUDES

Le service études accompagne la modernisation informatique en pilotant et en concevant les projets d'informatisation des services, en développant le Système d'Information Géographique et en maintenant en condition opérationnelle les applications métiers.

■ *Les actions & faits marquants*

- Evolution de la cellule "Etudes et développements" en service "Études".
- Création d'une cellule d'assistance aux utilisateurs.
- Mise en place d'un outil de gestion de portefeuille de projets.

■ **Quelques projets réalisés en 2022 :**

- Modernisation du système de gestion financière.
- Démarche dématérialisée des bourses d'enseignement supérieur.
- Vote électronique pour les élections professionnelles.
- Feuille de travail.
- Modernisation du système d'information géographique.

Chiffres clés

- **13** agents (avec apprentis)
- **3 000** tickets traités
- **95** applications métiers

“ *La gestion de projets est un art délicat où les rapports humains sont aussi importants que l'aspect technique* ”



Projets & Portefeuilles



Feuille de temps & Liste de Tâches



Gestion des ressources



SYSTEMES D'INFORMATION

CELLULE SUPPORT EXPLOITATION ET POSTES DE TRAVAIL

La cellule support, exploitation et postes de travail, fournit un soutien informatique aux utilisateurs, gère les comptes et les habilitations des agents, entretient les infrastructures informatiques et gère tous les ordinateurs de la collectivité et des collègues.

■ *Les actions & faits marquants*

- Modernisation de l'environnement bureautique : Déploiement de 45 nouveaux copieurs et d'une solution de sécurisation de l'impression.
- Déploiement Licences Office 2019.
- Pour les collègues, maintenance et mise à jour de l'ensemble du parc informatique composé de 2 480 PC et 8 982 tablettes).
- Ouverture de l'outil de ticketing à tous nos utilisateurs.
- Dotation en équipement mobiles des 181 assistantes sociales (PC portables, téléphone mobile et solution de protection des travailleurs).
- Accompagnement installation des nouvelles antenne CDS.
- Fin de la migration des postes en Windows 10.

Chiffres clés

- **11** agents + **2** renforts
- **738** PC remplacés dont :
 - **226** dans les services
 - **512** dans les collèges
- **5 939** tickets/demandes utilisateurs résolus
- **8 562** appels à l'assistance utilisateurs
- **1078** incidents déclarés
- **692** lignes mobiles



SYSTEMES D'INFORMATION

CELLULE INFRASTRUCTURES

La cellule infrastructures garantit la disponibilité et la performance des systèmes informatiques, gère et maintient l'ensemble des infrastructures (réseaux, serveurs), tout en veillant à leur évolutivité et à leur capacité à s'adapter aux nouveautés technologiques.

■ *Les actions & faits marquants*

Plan "France relance" volet Cyber-Sécurité :

- Grâce à ce plan, visant à améliorer la sécurité des entreprises et des collectivités françaises, nous avons bénéficié d'un audit technique qui nous a permis d'élaborer un plan d'action de sécurisation de nos infrastructures et de nos outils.
- La migration de notre pare-feu vers une solution plus moderne et plus robuste.
- La mise à jour de systèmes obsolètes.

Chiffres clés

- **85** sites distants connectés
- plus de **350** serveurs
- plus de **300** équipements réseaux
- plus de **100** To de fichiers
- plus de **1,2** millions de mails reçus

DIRECTIONS

CONSEIL DÉPARTEMENTAL de la CORRÈZE
RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022



CHEFS DE PROJET DÉVELOPPEMENT

Le Département de la Corrèze est divisé en 4 territoires de projets : Haute-Corrèze, Vézère-Auvézère, Tulle-Brive et Vallée de la Dordogne. Quatre chefs de projets coordonnent sur ces territoires la politique départementale : ils interviennent à la demande des collectivités ou de porteurs de projets privés, sur des thématiques variées. Si les projets le nécessitent, ils activent les compétences du Département en ingénierie ou les structures satellites telles que Corrèze Tourisme et Corrèze Ingénierie. Ils peuvent mobiliser divers partenaires (Région, Etat, Chambres consulaires) afin de faire aboutir les projets.

■ *Les actions & faits marquants*

- Le recensement de l'ensemble des projets communaux pour établir une contractualisation triennale 2023-2025 entre collectivités locales et Département.
- L'étude de la mobilisation des cofinancements (Etat, Région, Europe).
- L'accompagnement des EPCI et communes dans leurs projets.
- La participation aux comités techniques PVD, CUC LEADER/FEDER, contractualisation Région.
- L'ingénierie globale pour faire aboutir les projets dans les meilleures conditions techniques, juridiques et financières.
- La conduite de dossiers spécifiques : le Viaduc des Rochers Noirs, la SEM Corrèze Equipement, le musée de Néandertal, le Plan Corrèze Santé Animale.

Chiffres clés

Suivi sur le département de :

- **18** projets structurants communes ou EPCI
- **75** projets divers
- **4** projets départementaux



“ *Mobilisation des compétences transversales des services du Département, au service des territoires* ”



DÉLÉGATION A LA PARTICIPATION CITOYENNE ET AUX USAGES NUMERIQUES

DÉLÉGATION À LA PARTICIPATION CITOYENNE

La Délégation a été créée en 2022 pour répondre à la volonté de développer les actions en faveur de la démocratie et de la participation citoyenne. Une des nouveautés de l'année 2022 a été la mise en place de l'Assemblée citoyenne. Composée de 38 membres (19 femmes et 19 hommes), répartis sur l'ensemble du territoire, sa composition est à l'image de celle du Département quant à la structure par âges et les catégories socio-professionnelles. Les actions citoyennes œuvrent également en faveur de la jeunesse.

■ Les actions & faits marquants

■ L'Assemblée Citoyenne s'est réunie 8 fois en 2022 pour discuter, échanger et émettre des idées sur des projets que pourrait porter la collectivité. Ce travail a abouti à l'élaboration d'un "Cahier de propositions" concrètes à mettre en place sur des sujets aussi variés que : la préservation de la ressource en eau, la valorisation des productions locales et de la marque Origine Corrèze, la collecte de vêtements pour les enfants placés auprès des assistants

familiaux, l'incitation à la végétalisation des espaces urbains, le développement du photovoltaïque sur les exploitations agricoles, l'accueil de nouveaux agriculteurs et l'adaptation de la gestion forestière au changement climatique.

■ Des visites commentées de l'hôtel du département "Marbot" sont proposées à des groupes de jeunes afin d'échanger avec les conseillers départementaux sur la participation citoyenne et le rôle des élus.

Chiffres clés

- **333** candidatures enregistrées en **3** semaines pour devenir membre de l'Assemblée Citoyenne
- **8** rencontres thématiques
- **6** visites de l'hôtel du département "Marbot" par des groupes de jeunes écoliers et collégiens

“ Une richesse d'informations et de rencontres, des contributions riches et une réelle participation aux décisions ”



DÉLÉGATION A LA PARTICIPATION CITOYENNE ET AUX USAGES NUMÉRIQUES

USAGES ET SERVICES NUMÉRIQUES

Cette Délégation a également pour mission le développement des usages et des services numériques au profit des citoyens. Un accompagnement particulier est apporté au public séniors avec le Réseau social "Macorreze.fr" et aux porteurs de projets avec le programme "Boost'Projets". La diffusion de plus de 5 000 Pass Numériques a bénéficié à plus de 1 000 Corrégiens.

■ Les actions & faits marquants

- L'application "La Corrèze dans ma poche" mise en ligne en 2021, s'enrichit régulièrement de nouvelles données : boîtes aux lettres de rues, agences postales, manifestations et événements. Un flux RSS a été mis en place afin de diffuser et collecter les "actualités locales" de la CCI, de la Chambre d'Agriculture, de France Bleue, de la Préfecture et du Département.
- La Délégation pilote l'édition et la gestion des contenus de l'intranet TARENTIN avec les services.
- L'année a été marquée par la diffusion de plus de 5 000 Pass Numériques auprès des 7 structures labellisées APTIC. Ainsi, plus de 1 000 Corrégiens ont pu bénéficier de formations gratuites sur le numérique.
- 3 conseillers numériques animent des ateliers numériques dans toutes les Maisons du Département.
- Afin de structurer ces offres de services numériques et d'assurer la couverture sur l'ensemble du territoire, un réseau des acteurs de la médiation numérique a été mis en place par le Département qui en assure la coordination et l'animation. Le recrutement d'un coordonnateur a permis le recensement, le suivi et le développement des actions de médiation ainsi que l'appui à la montée en compétence des acteurs. Une cartographie en ligne a été réalisée sur les acteurs de la médiation numérique en Corrèze, accessible à tous.
- De plus en plus plébiscité par les porteurs de projets, les entreprises et les collectivités, le dispositif Boost'Projets affiche des chiffres en hausse pour l'année 2022.
- Le réseau social des Séniors "Macorreze.fr" créé en 2021, en partenariat avec Générations Mouvement 19 et la MDPH, attire de plus en plus de personnes. Une augmentation de plus de 40% des inscrits est observée au titre de l'année 2022.

Chiffres clés

- La Corrèze dans ma poche : **12 000** téléchargements depuis la mise en ligne (+ **5 600** en 2022)
- **115** corréziens se sont formés à travers les ateliers numériques dans les Maisons Du Département
- **40** médiateurs au sein du réseau des acteurs et **99** lieux de médiation recensés
- Boost'Projets : **18** inscrits en moyenne par webinaire en 2022 (contre **13** en 2021)
- Un événement a été organisé à Sarran pour les 1 an de "macorreze.fr": **+ de 100** participants





DÉLÉGATION AUX AFFAIRES JURIDIQUES

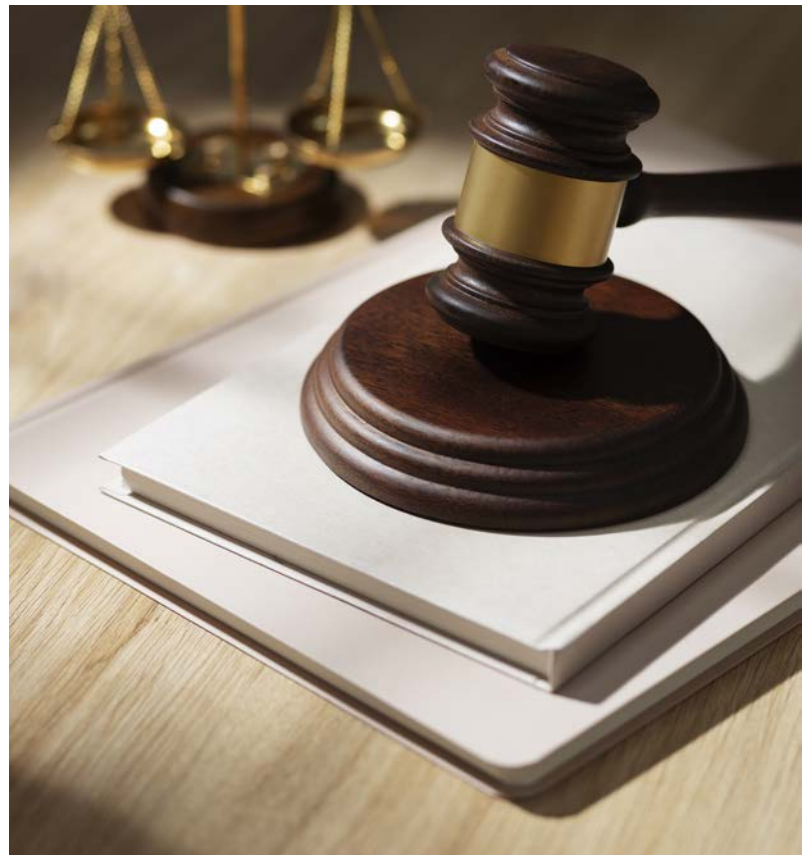
La Délégation aux affaires juridiques intervient en appui auprès des directions et services de la Collectivité. Elle les conseille dans tous les domaines du droit. La Délégation gère également les pré-contentieux et contentieux de la Collectivité en lien avec les services concernés.

■ *Les actions & faits marquants*

- De nombreuses demandes de conseils juridiques sur des thématiques très variées, émanant de la Direction Générale, des directions et des services.

Chiffres clés

- **370** demandes de conseils juridiques



DIRECTION DE LA COMMUNICATION

DES MISSIONS TRANSVERSALES

La direction de la communication est une direction transversale à l'ensemble des services de la collectivité. Son objectif principal est de relayer toutes les actions du Département pour informer au mieux les Corrégiens et assurer la promotion du territoire à travers des événements, des supports visuels et numériques mais aussi des savoir-faire. Même si de nombreux supports ont été réalisés, 2022 a été marquée par une mission très singulière qui est à découvrir au Musée du président Jacques Chirac !

■ Les actions & faits marquants

- L'année 2022 a été rythmée par la réalisation de flyers, catalogues, calendriers, reportages photographiques, de vidéos, de publications sur les réseaux sociaux, la conception de quatre Corrèze Magazine, la gestion des différents sites Internet, l'aménagement de stands sur plusieurs salons nationaux et internationaux, la gestion des objets promotionnels et des supports de visibilité pour les événements...
- La direction a participé à différents projets comme Corrèze Santé Animale, l'installation de bornes de téléconsultation, l'opération Meules bleues, le Salon International de l'Agriculture, le salon Made in France...
- Une opération plus particulière aura marqué certains agents qui ont été missionnés pour photographier le bureau présidentiel de l'Élysée, à Paris, afin d'en réaliser une copie installée au musée du Président Jacques Chirac, à Sarran.

Chiffres clés

La page Facebook du Département est un important vecteur de communication :

+ de 500 publications en 2022

+ de 821 460 visites de la page

1 620 nouvelles mentions "J'aime" la page



“ Une direction au cœur du quotidien et au service des Corrégiens ”

- ACFI** : Agent Chargé des Fonctions d'Inspection
- ADIL** : Agence départementale d'information sur le logement
- ANTS** : Agence Nationale des titres Sécurisés
- AMAC** : Académie des Métiers de l'Autonomie en Corrèze
- AODE** : Autorité Organisatrice Distribution Energie
- APA** : Allocation personnalisée d'autonomie
- APTIC** : Application Pédagogique Des Technologies De L'Information Et De La Communication
- ASA** : Autorisation Spécifique d'Absence
- ASE** : Aide Sociale à l'Enfance
- ASIP** : Accueil Social Inconditionnel de Proximité
- AST** : Action Sociale Territoriale
- ASR** : Auto Surveillance Réglementaire
- AURA** : Auvergne Rhône Alpes
- BOE** : Bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi
- BP** : Budget Primitif
- BTP** : Bâtiment et Travaux Publics
- CD** : Angl. Compact Disc - Traduction : Disque compact
- CD** : Conseil Départemental
- CA** : Chiffre d'Affaires
- CAF** : Caisses d'Allocations Familiales
- CCAS** : Centre Communal d'Action Sociale
- CCI** : Chambre de Commerce et d'Industrie
- CDAPH** : Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées
- CER** : Contrat d'Engagements Réciproques
- CDEF** : Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille
- CDS** : Centre Départemental de Santé
- CILT** : Comparaisons Inter Laboratoires de Terrains
- CNFPT** : Centre National de la Fonction Publique Territoriale.
- CNSA** : Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie
- CP** : Commission Permanente
- CPAM** : Caisses Primaires d'assurance maladie
- CPIE** : Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement
- CPIER** : Contrats de Plan Interrégionaux État-Régions
- CRIP** : Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes
- CUC** : Comité Unique de Concertation
- CV** : Curriculum vitae
- DASFI** : Direction Action Sociale Familles Insertion du Conseil Départemental
- DGFIP** : Direction Générale des Finances Publiques
- DORA** : Découvrir Orienter Renseigner Accompagner
- DUERP** : Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels
- DVD** : (Angl.) Digital Video Disc - Traduction : Disque vidéo numérique
- E3D** : École ou Établissement en Démarche globale de Développement Durable)
- ENS** : Espace Naturel Sensible
- EPCI** : Établissements Publics de Coopération Intercommunale
- ESMS** : Établissement Social et Médico-Social
- ESSMS** : Établissement des Services Sociaux et Médico-Sociaux
- FCL** : Fonds Commun Logement
- FEADER** : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
- FEDE R** : Fonds Européen de Développement Régional
- FSD** : Fonds Solidarité Logement
- FSE** : Fonds Social Européen
- FSE +** : Fonds Social Européen (nouveau)
- ICA** : Instance de Coordination de l'Autonomie
- IPA** : Infirmière en pratique avancée
- IRVE** : Infrastructure de Recharge pour Véhicules Électriques
- ISG** : Intervenant Social en Gendarmerie
- ISNAR** : InterSyndicale Nationale Autonome Représentative des Internes de Médecine Générale
- JO** : Jeux Olympiques
- LPO** : Ligue pour la Protection des Oiseaux
- MDD** : Maison du Département
- MDPH** : Maison Départementale des Personnes Handicapées
- MIF** : Made in France
- MNA** : Mineur Non accompagné
- MSD** : Maison Solidarité Départementale
- OI** : Organisme Intermédiaire de gestion
- OPP** : Ordonnance de Placement Provisoire
- PA** : Personne âgée
- PC** : (Angl.) Personal Computer - Traduction : Ordinateur Personnel
- PCH** : Prestation de Compensation du Handicap
- PDI** : Programme Départemental d'Insertion
- PH** : Personne Handicapée
- PMI** : Protection Maternelle et Infantile
- PO** : Programme Opérationnel
- PTI** : Pacte Territorial d'Insertion
- PVD** : Petites Villes de Demain
- RAAD** : Recueil des Actes Administratifs du Département
- RH** : Ressources Humaines
- RIFSEEP** : Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
- RD** : Route Départementale
- REACT-UE** : Recovery Assistance for Cohesion and the Territories of Europe - Traduction : Soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe
- RSA** ou **rSa** : Revenu de Solidarité Active
- RSS** : (Angl. "Rich Site Summary" - Traduction : sommaire riche de site) web ou "Really Simple Syndication" - Traduction : syndication vraiment simple
- SATESE** : Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration
- SEM** : Société d'Économie Mixte.
- SPIE** : Service Public de L'insertion et de l'Emploi
- THD** : Très Haut Débit
- TS** : Travailleur Social
- TV** : Télévision
- UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
- VMA** : Vitesse Maximale Autorisée



Hôtel du Département « Marbot »
9, rue René et Émile Fage - BP 199
19005 Tulle Cedex



www.correze.fr